

La globalisation économique, un rapport de forces entre Etats et intérêts privés producteur d'inégalités, de conflits et de guerres économiques

Jacques Fontanel

Professeur émérite Université Grenoble-Alpes

Prépublication, Travail universitaire

Rapport sur le concept de pauvreté

Economistes contre la course aux armements, 15 décembre 2017

Grenoble

Résumé : La globalisation économique, fondée sur l'analyse libérale dominante, n'a pas supprimé les conflits et les guerres économiques. Les intérêts privés ont pris plus d'importance politique dans la vie économique et ils influencent le comportement des Etats. La précarité des salariés, l'essor de différentes formes de pauvreté, l'aide réduite aux plus miséreux constituent de nouvelles situations humaines que l'accroissement global des richesses ne peut justifier. Les piliers du capitalisme sont la propriété privée, l'intérêt personnel, la concurrence, un mécanisme de marché, la liberté de choix en matière de consommation, production et investissement et le rôle limité des pouvoirs publics. Les pouvoirs publics protègent les intérêts privés des plus riches. Les organismes interétatiques sont au service principal du maintien du libéralisme, les entreprises multinationales disposent de revenus et de patrimoines plus importants que la plupart des pays en développement et les inégalités ne sont justifiées que par un système de valeur pour le moins contestable. Le règne sans partage des puissances de l'économie de marché constitue un facteur de pauvreté et de précarité croissante pour les exclus et les salariés, menacés par le chômage et la concurrence avec les machines. Les Etats se réfèrent au PIB, comme à une religion, sans s'interroger à son contenu et à sa distribution. Une autre conception de la croissance collective devrait être mise en place, en tenant compte du bien-être et du développement humain de tous les citoyens.

Summary : Economic globalization, based on the dominant liberal analysis, has not suppressed conflicts and economic wars. Private interests have gained more political importance in economic life and they influence the behaviour of states. The precariousness of the employees, the rise of different forms of

poverty, the assistance reduced to the most destitute constitute new human situations that the global increase of wealth can not justify. The pillars of capitalism are private property, self-interest, competition, a market mechanism, the freedom of choice in terms of consumption, production and investment and the limited role of public authorities. The public authorities protect the private interests of the richest. Interstate bodies serve the main purpose of maintaining liberalism, multinational enterprises have more income and wealth than most developing countries, and inequalities are justified only by a system of value that is at least questionable. The undivided rule of the powers of the market economy is a factor of increasing poverty and precariousness for the excluded and the salaried, threatened by unemployment and competition with machines. States refer to GDP as a religion, without questioning its content and distribution. Another conception of collective growth should be put in place, taking into account the wellbeing and human development of all citizens.

Mots clefs : PIB, GDP, globalisation, inégalités, précarité, State, International organizations, private interest, poverty, multinational enterprises.

La thèse de l'économiste français Thomas Piketty développée dans son livre *Le capital au XXIe siècle*¹ sur l'accroissement des inégalités est révélatrice d'une situation de mésinformation dans laquelle nombre d'économistes ont engagé leurs analyses. Une de ses conclusions phare est que le rendement du capital est structurellement supérieur à la croissance économique. Dans ce contexte, les rentiers s'enrichissent rapidement et concentrent les richesses. Il en résulte non seulement une augmentation des inégalités de revenus, mais aussi celles des patrimoines. De nombreux facteurs qui affectent les inégalités de richesse ; le taux de retour du capital, le taux de croissance de la production, la progressivité de l'impôt, les parts importantes des revenus les plus élevés et l'hétérogénéité des taux d'épargne. Pour le National Bureau of Economic Research, la recherche apporte deux contributions principales. D'abord, les modèles sur les inégalités de patrimoine fournissent des explications sur les mécanismes qui produisent la concentration de richesse. Ensuite, elle met en relation le taux de retour du capital et le taux de croissance². Une analyse de Matthew Rognlie (Marginal Revolution)³ a mis

¹ Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

² Mariacristina De Nardi, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), *Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality*, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages
<http://www.chicagofed.org/publications/chicago-fed-letter/index>
www.nber.org/papers/w21730

³ En avril 2014, Matthew Rognlie publie un message sur le blog d'économie d'inspiration libérale "Marginal Revolution". Il relaie ainsi l'avis de Paul Krugman sur les thèses du best-seller "Le Capital au XXIe siècle".

en évidence que cette hypothèse ne fonctionnerait clairement que dans le secteur du logement. Dans les autres secteurs, le rendement du capital augmente avec l'automatisation rapide du travail salarié. Cette interprétation ne manque pas d'intérêt, mais cela ne change pas le message de Thomas Piketty qui a démontré que les inégalités pouvaient encore augmenter considérablement et qu'il fallait s'en préoccuper. Il est clair qu'au-delà d'une certaine diminution du coefficient de Gini mesurant l'hétérogénéité des revenus, tout le système connaît des dysfonctionnements, car la demande solvable doit être au moins équivalente à l'offre disponible. Certes, on peut concevoir une fracture du marché, entre celui des classes riches qui disposent de systèmes marchands spécifiques, à forte étanchéité au regard des prix pratiqués, et celui des classes moyennes et pauvres qui ne satisfont leurs besoins que sur les marchés où les prix restent compétitifs. Dans le premier marché, de nombreux ingrédients concernant la qualité gustative et sanitaire des produits, leur signification sociale (celui qui ne dispose pas d'une Rolex à 50 ans a raté sa vie) ou leur ludisme sont présents. Dans le second marché, il s'agit avant tout de vendre pour obtenir des profits sur de grandes quantités, même si les inconvénients d'utilisation des produits sont alors minimisés ou maintenus secrets.

Malgré les crises économiques et financières qui secouent l'économie mondiale, les organisations internationales considèrent toujours que le système international mis en place depuis 1945 avec le GATT, puis élargi en 1995 avec la création universaliste de l'Organisation Mondiale du Commerce, n'est ni coupable, ni responsable, car comme la démocratie l'est dans l'ordre politique, l'économie de marché reste le moins pire des systèmes⁴. Les libéraux restent convaincus que, dans des situations « normalisées », le fonctionnement du monde marchand aboutit automatiquement à une situation d'équilibre optimal de la production et à une répartition équitable des richesses disponibles, au regard de la productivité marginale de chaque facteur de production. En principe, le libre échange stimule la croissance. Le commerce international permet la spécialisation des régions dans les productions dans lesquelles elles sont les plus performantes, car elles bénéficient ainsi des économies d'échelle relatives à l'augmentation de la production et à la mise en concurrence des fournisseurs. La part du commerce international dans le produit intérieur brut mondial a doublé en un demi siècle. Sans lui, la croissance économique serait singulièrement ralentie. Les « miracles du développement national » (du Japon à la Chine en passant par la Corée du Sud), ont surtout été réalisés sur la base d'un développement fondé sur l'exportation. Jeffrey Sachs et Andrew Warner ont étudié 117 politiques commerciales de 1975 à 1990, ils démontrent que les économies ouvertes ont

⁴ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

connu un taux de croissance de 3 à 6 fois supérieurs aux taux des pays fermés économiquement⁵.

C'est dans ce cadre que le plus grand projet de zone de libre-échange du monde, l'accord quinquennal de partenariat transpacifique (TPP), signé en octobre 2015 après 7 ans de négociation, concernant 12 pays (l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam), avait été conçu. De nombreuses dispositions étaient restées secrètes, ce qui a soulevé quelques inquiétudes concernant les faveurs éventuelles accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Cet accord se proposait à la fois à inciter la Chine à adopter ces nouvelles règles en matière de commerce, d'investissement et de droit commercial et à élargir les marchés des produits agricoles. A son arrivée à la Présidence des Etats-Unis, Donald Trump a annoncé sa volonté de retrait et il est passé à l'acte, en signant, le 23 janvier 2017, un mémorandum présidentiel ordonnant que les Etats-Unis se retirent en tant qu'Etat signataire et cessent de participer aux négociations relatives à ce traité⁶. Il en a été de même pour le Projet de partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement. L'hostilité américaine au libre-échange pèse négativement sur tous les projets d'accords commerciaux entre des pays occidentaux désormais moins solidaires.

Les piliers du capitalisme sont la propriété privée, l'intérêt personnel, la concurrence, un mécanisme de marché, la liberté de choix en matière de consommation, production et investissement et le rôle limité des pouvoirs publics. Les forces qui concourent au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute. Les employeurs sont souvent des consommateurs d'éducation et de formation. Dans ce contexte, les « libéraux américains », notamment NCPA (National Center for Policy Analysis), le réclament l'élimination des droits douaniers et des autres barrières à l'entrée (comme les subventions à la production ou au financement accordées par EximBank, par exemple), afin que les consommateurs américains achètent leurs produits moins chers et que les producteurs américains puissent vendre à l'étranger. Les subventions détruisent les initiatives des producteurs et ils créent des distorsions dans les prix. Si la liberté est aujourd'hui nettement plus importante qu'elle ne l'était alors, il existe encore de nombreuses barrières qui réduisent le potentiel global du développement économique. Avec la nouvelle croissance ralentie (le « mediocre new normal growth, selon le

⁵ Sachs, J.D., Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

⁶ Fontanel, J, Guilhaudis, J-F. (2018), Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur, n°6, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

FMI), il faut continuer à éliminer les obstacles et à prévenir l'installation de nouvelles mesures défavorables à l'essor du commerce international⁷.

Une hypothèse et une nouvelle contrainte, partiellement opposées, étaient alors exprimées :

- D'abord, le système international concerté issu de l'effondrement du bloc soviétique proposait l'ouverture du commerce mondial, lequel était analysé comme un facteur de progrès économique pour tous les Etats participants et comme un instrument généralisé de lutte contre la misère et la pauvreté. La guerre et les conflits économiques n'ont plus leur place dans un système sans opposition⁸.

- Ensuite, le concept de développement « soutenable » ou « durable » défendu par la plupart des organisations internationales rappelait que l'amélioration à court terme des conditions de vie de chacun ne devait pas remettre en cause le potentiel de développement économique des générations futures. Cette analyse remettait indirectement en cause les valeurs « équilibrantes » et « novatrices » du marché. Il apparaissait nécessaire de déterminer des limites à la soif immédiate du profit, par une intervention publique destinée à éviter les gaspillages, à lutter contre le changement de climat, à réduire les aléas technologiques et à maintenir un « ordre » politique et économique acceptable au regard de la violence des rapports de force, de la dégradation des écosystèmes ou de l'épuisement des ressources non renouvelables.

Aujourd'hui, la globalisation économique n'est pas vraiment remise en cause, elle est toujours perçue par la plupart des entités étatiques comme un processus marchand favorable au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Or, sans repères et mesures préventives, la croissance économique qu'elle produit n'est ni soutenable, ni favorable à l'amélioration du niveau de vie des plus démunis⁹. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. Derrière l'adjectif « soutenable », des valeurs intéressantes sont exprimées, plus d'ailleurs que celui de développement « durable », lequel réduit la portée des actions engagées par les pouvoirs publics à la réduction des excès auxquels conduit l'égoïsme foncier et fondateur du capitalisme. Une croissance nationale forte peut réserver ses bénéfices au plus petit nombre, dans le cadre de contraintes humaines difficilement favorables à l'épanouissement des travailleurs. La compétition généralisée produit un stress considérable dans toutes les couches de la population, stress auquel

⁷ Uri Dadush (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article - November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

⁸ Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

⁹ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

n'échappe que ceux qui disposent de revenus confortables fondés sur leur patrimoine (et encore !). De même certaines valeurs n'ont pas instantanément de défenseurs dans une société où seul le profit des entreprises est valorisé. Ainsi, l'écologie, de l'environnement, la santé, de l'éducation, de la sécurité mais aussi de manière plus générale de l'épanouissement des hommes, sauf à entrer dans le domaine marchand selon des modalités discutables, ne peuvent être respectés que par la seule volonté des Etats ou des groupes d'Etats, défenseurs (parfois !) des intérêts collectifs exprimés.

La vie humaine est porteuse de nombreuses dimensions, comme la disponibilité de la nourriture, la protection de la santé publique et privée, l'éducation, mais aussi l'expression de valeurs morales, religieuses, éthiques, esthétiques, artistiques dans un environnement pacifique (ou pacifié) de démocratie participative et de libertés collectives et individuelles. Ces dernières valeurs, l'économie ne peut les synthétiser ou les représenter, et de ce fait elles sont largement sous-estimées. La question du respect pour chaque personne de disposer des biens élémentaires à la survie quotidienne et la mise en place de droits économiques et sociaux plus solidaires restent encore des objectifs aléatoires au regard de la notion d'efficacité économique dans un monde d'égoïsme. Or, les inégalités excessives et injustifiées sont au cœur même de la misère au regard des productions disponibles. La défense de la croissance capitaliste à tout prix conduit les pouvoirs publics à soutenir certains intérêts privés, quand ce ne sont pas ces mêmes intérêts privés qui influencent directement les pouvoirs publics en leur commandant les lois qui leur sont favorables.

Aujourd'hui, le processus de la globalisation a modifié les rapports de force. Les « possédants » disposent des moyens de communication pour valoriser leurs actions et continuer à justifier leurs richesses, à des niveaux d'inégalités irrationnelles. En soutenant les processus d'ouverture des frontières, ils se sont affranchis des contrôles étatiques, ils arrivent même à mettre les Etats en compétition par leur attractivité fiscale ou l'application de lois favorisant leur situation privilégiée. Or, ce règne sans contrôle suffisant des instances publiques est un facteur de pauvreté, car la cupidité générale fondée philosophiquement sur une exégèse inadéquate de la « main invisible » définie par Adam Smith conduit à des patrimoines économiques nombreux qui se rapprochent des fameux latifundias qui ont ruiné l'Amérique latine. Si les inégalités entre les Etats sont intenses, elles s'accroissent aussi à l'intérieur même des pays développés, notamment aux Etats-Unis, provoquant un nouvel essor des espaces de la pauvreté.

Les pouvoirs publics au service des intérêts privés

Le rôle des Etats dans les économies nationales est indiscutable. Vouloir opposer le règne du marché ou celui de l'Etat n'a pas de sens, car les

deux entités doivent être complémentaires et marcher de concert. La question qui est posée porte surtout sur la place de chacun. D'abord, l'Etat¹⁰ fixe les règles qui permettent au marché de fonctionner, comme l'étendue des droits de propriété (entre l'usus, le fructus et l'abusus, trois notions proposées par le droit romain), la liberté d'entreprendre ou les règles relatives à l'héritage. Ensuite, la politique économique est justifiée par les dysfonctionnements des marchés. Ainsi, par exemple, sans lois antitrust, la concurrence pourrait disparaître, car l'entreprise la plus forte peut chercher à éliminer tous ses concurrents afin de conforter une situation de monopole de fait. Enfin, de nombreux biens collectifs publics s'avèrent nécessaires, comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation. L'étendue de ces biens est discutable (faut-il, sans contrepartie du bénéficiaire, maintenir l'absence de paiement à l'entrée des Universités ?), mais c'est le type de société proposé par l'Etat qui définit l'étendue du marché. Il existe aussi des biens publics internationaux dont les contours s'expriment dans les règles fixées par les organisations économiques internationales¹¹ que seul l'Etat peut faire respecter. Il y a un marché parce que l'Etat en détermine les contours et l'étendue.

Des organisations interétatiques aux ordres du libéralisme

Pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation des Nations Unies, la concurrence et le marché sont des facteurs de progrès économiques, de liberté et de paix. Au fond, la revendication à l'ouverture des frontières, au libéralisme et à l'essor du commerce international comme facteurs essentiels d'un développement économique capable de lutter contre la pauvreté et pour la paix¹², constitue l'idée maîtresse qui commande les actions et règlements de ces organisations internationales. Philosophiquement, cette idée accorde au respect et à la protection des initiatives individuelles une place déterminante qui justifie les conditions matérielles et sécuritaires des vainqueurs du marché, lieu de toutes les compétitions économiques et sociales. Sur la base du principe de primauté (supériorité du droit international sur le droit national pour les pays membres), les règles de fonctionnement de l'espace marchand, instituées par ces instances internationales, n'accordent à l'Etat qu'un rôle subsidiaire, même si certaines exceptions (en termes d'agriculture, de sécurité nationale, d'espaces régionaux notamment) mettent en évidence des rapports

¹⁰ Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, L'économie en Plus, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Coll. Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris.

¹¹ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris. Fontanel, J. (2007), L'intérêt de l'intégration économique, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris. Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

¹² Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ? Politique étrangère, janvier 2014.

de force entre les Etats qui avantagent les pays développés¹³.

Les hypothèses admises concernant la capacité du libéralisme à développer un optimum économique équilibré n'ont jamais été réalistes au regard des comportements concrets des acteurs économiques. Cependant, en économie, la connaissance scientifique et empirique ne pèse pas toujours bien lourd au regard de l'importance des intérêts (notamment patrimoniaux et financiers) en jeu. Si la montée en puissance des pays émergents semble attester de la capacité de la globalisation économique à diffuser la production des richesses dans de nouveaux territoires, le « mal développement » n'est pas pour autant éradiqué et il s'étale dorénavant dans certaines régions anciennement développées. En témoigne notamment la réapparition des bidonvilles en Europe, mais aussi la montée en puissance du « mal logement », de la précarité ou de la pauvreté.

La CNUCED autrefois contestataire est aujourd'hui sans voix, elle a abandonné les principes soutenus par le « groupe des 77 » concernant l'organisation d'un « Nouvel Ordre Economique International » (NOEI)¹⁴. Elle a pourtant plusieurs fois reconnu que l'ouverture au commerce international ne suffisait pas pour réduire la pauvreté dans les PMA et qu'une action « volontariste » était nécessaire, ce qui suppose, a contrario, que le marché n'est pas en mesure de combattre seul ce type de pauvreté. Le Parlement européen a appelé l'OMC à prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement et des PMA (pays les moins avancés), en engageant des procédures de traitements différentiels ciblées. Il a rappelé que "le commerce équitable, libre et équilibré peut servir d'outil à la croissance et contribuer à la lutte contre la pauvreté"¹⁵. Or, l'Europe est un soutien principal aux pratiques de l'OMC, qu'elle essaie par ailleurs d'élargir à l'intérieur de chaque Etat membre.

De même, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) défend certaines règles jugées fondamentales pour l'amélioration de la condition humaine, notamment l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduction nationale et internationale des inégalités), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité involontaire), la sécurité (réduction de l'insécurité systémique et l'amélioration du respect des règles collectives), la « durabilité » (la conservation de l'environnement) ou l'éradication de la misère et de la pauvreté. Or, dans son fonctionnement, le système actuel exacerbe les crises

¹³ La CNUCED a revendiqué la mise en place d'un système de préférence généralisé, permettant d'accorder quelques avantages aux pays les plus pauvres, les PMA, mais il y a d'importantes réticences à son application. Fontanel, J. (1995) Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

¹⁴ Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

¹⁵ Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale
<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

d'identité et les progrès concernant la sécurité des personnes et des Etats ne semblent pas encore s'exprimer dans le monde d'aujourd'hui. Au fond, les institutions internationales s'engagent dans les vœux pieux qui dépendent des aléas de l'histoire, mais certainement pas de leurs actions directes.

Or, contrairement aux idées qu'elles défendent, les grandes puissances politiques et économiques d'une part se sont développées sur la base d'une protection de leurs économies, et d'autre part elles conduisent parfois des politiques de type mercantiliste, en modifiant, à leur profit, les conditions d'une compétition loyale. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2000, Bill Clinton affirmait que : " Pour réaliser toutes les opportunités de notre économie, nous devons dépasser nos frontières et mettre en forme la révolution qui fait tomber les barrières et met en place de nouveaux réseaux parmi les nations et les individus, les économies et les cultures... Nous devons être au centre de tout réseau global. Nous devons admettre que nous ne pouvons bâtir notre avenir sans aider les autres à bâtir le leur " (sous entendu « à notre image »)¹⁶. Il s'agit alors d'étendre le commerce international à l'ensemble des marchés, avec de nouveaux standards (notamment culturels et politiques afférents) dont la grande puissance a la maîtrise. Ensuite, les codes de conduite définis par les acteurs économiques dominants (comme les lois anti-corruption, les normes sanitaires ou la protection de l'environnement) doivent être acceptées par la communauté internationale, sous peine de sanctions économiques ou politiques. L'intérêt national du pays qui assume le leadership mondial prévaut sur la notion de bien public international. Enfin, la promotion de la démocratie et de la paix n'est admise que dans le cadre étroit de la libéralisation des économies.

Le poids des organismes privés

Pour Clausewitz, deux chemins mènent à la victoire, la lutte armée ou le contrôle des ressources dont dépend la partie adverse. Si le contrôle des matières premières et des matières énergétiques demeure un instrument important de stratégies des grandes puissances, la lutte armée ne produit plus les résultats souhaités face à la résistances des peuples. En revanche, Clausewitz avait négligé le respect des normes internationales contrôlées par le leadership d'un pays. Aujourd'hui, Apple et Google, protégés par le système des brevets constitutifs de monopoles de fait, disposent d'une valorisation boursière ajoutée de plus de 1000 milliards de dollars, soit plus que le PIB des pays européens, à l'exception de l'Allemagne, la Russie, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Après de nombreuses procédures judiciaires concernant les brevets, Microsoft et Google (filiale d'Alphabet) ont décidé de travailler plutôt ensemble, ce qui ne peut manquer

¹⁶ Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>., Discours sur l'Etat de la Nation.

d'inquiéter. Malgré les contestations virtuelles, qui modifient la forme sans pour autant remettre en cause le fond, les règles du marché fonctionnent surtout pour protéger les puissantes entreprises, lesquelles sont capables, in fine, de faire ou défaire les gouvernements et d'influencer les instances internationales dans lesquelles, lorsque c'est nécessaire, elles puisent souvent leur personnel de direction.

Le secret des affaires ne fait pas toujours l'objet d'analyses économiques significatives, mais il concerne fortement les intérêts de la propriété intellectuelle¹⁷. Les processus de production de Coca-Cola ou de Kentucky Fried Chicken sont protégés, au même titre que des algorithmes des ordinateurs ou des techniques financières. Ces secrets offrent une valeur immense aux grandes entreprises, propriétaires d'un véritable monopole protégé par les lois nationales et internationales. La Chambre de Commerce des Etats-Unis estiment à 5000 milliards de dollars la valeur des secrets des affaires. Sa protection est soutenue par les organismes officiels¹⁸.

Face à ce type de critique selon laquelle la pauvreté n'est pas seulement matérielle, John Rawls¹⁹ a expliqué, en son temps, que le « mal développement » est souvent le résultat d'une culture politique d'oppression, de pratiques de corruption et d'institutions inadaptées fondées sur des traditions religieuses et philosophiques spécifiques. Les entreprises ne sont pas toujours conscientes des risques inhérents à ces activités. Aux Etats-Unis, le « Corrupt Practices Act » a conduit les entreprises et les banques étrangères à payer de lourdes amendes. Il est parfois difficile de déterminer la frontière entre le paiement d'une commission légitime, les coutumes locales et la corruption. De ce fait, la responsabilité morale de l'extrême pauvreté limite l'action des pays développés à un simple « devoir d'assistance ». John Rawls affirme que les inégalités économiques sont alors moralement acceptables, car elles sont le résultat de choix historiques décidés librement par chaque peuple. Cette conception « minimaliste » néglige évidemment l'histoire des peuples, comme l'esclavage, le colonialisme, les génocides, les rapports de force et les oppressions, l'absence d'éducation ou plus simplement l'expression d'une culture aux antipodes du matérialisme.

Pour les défenseurs du fonctionnement pur et dur du marché, l'intérêt individuel est inné dans le comportement des hommes et il produit, in fine, la meilleure situation collective possible lorsque toutes les libertés sont respectées, dans l'ordre économique. Cependant, par débordement ou

¹⁷ Senate Judiciary Committee (2015), Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm– Hearing - December 2, 2015 <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact-of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm>

¹⁸ U.S. Senate (2015), Hearing on protecting Trade Secrets : The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm, United States Committee on the Judiciary, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

¹⁹ Rawls, J. (1997), A Theory of Justice, Harvard University Press, Harvard.

retombées progressives, ce système, par miracle (exercice de la « main invisible » pour Adam Smith), fait accessoirement profiter à d'autres couches de la population de l'accroissement des richesses ainsi produites. La réduction de la pauvreté n'est pas l'objectif, mais elle est la conséquence d'une action fondée sur l'innovation déployée par un investisseur en vue d'améliorer d'abord ses propres conditions de vie. Pourtant, toute nouvelle innovation est aussi une cause de destructions, lesquelles entraînent des retombées négatives sur le niveau de vie des personnes dépendantes de structures à la fois anciennes et de moins en moins productrices de valeur ajoutée. Dans ce cas, si l'intervention de l'Etat pour protéger les victimes « économiques » ne doit pas être revendiquée, la lutte contre la pauvreté est donc secondarisée, elle est même jugée inefficace, car elle réduit la propension à agir des personnes aptes à innover, dont la plupart sont mus par la volonté de gagner encore et encore de l'argent, dans un monde de cupidité valorisée socialement.

C'est pourquoi d'ailleurs les brevets sont protégés dans le cadre d'un monopole revendiqué. L'Etat intervient pour protéger une innovation au nom de l'intérêt individuel. En revanche, il ne peut pas théoriquement intervenir pour secourir les victimes des mutations économiques, car il défendrait alors des intérêts particuliers pas particulièrement innovateurs. La seule contrainte qui existe dans une démocratie est d'ordre politique, les votes pour la gouvernance publique. Cependant, les dirigeants des monopoles organisés sous l'égide du bon fonctionnement du marché dominant aussi les moyens de communication et les réseaux sociaux, ils font alors prévaloir l'idée selon laquelle leurs intérêts particuliers sont conformes à l'intérêt collectif.

Aujourd'hui, l'automatisation donne un nouveau pouvoir aux détenteurs du capital. Le nombre d'emplois va stagner puis se réduire, au point où deux économies parallèles seront constituées. L'une disposera de moyens conséquents et vivra dans une économie de marché spécifique, fondée sur des produits de luxe inabordables pour la grande majorité des personnes. Elle s'inscrira en vase clos au niveau de la consommation, mais elle utilisera, à terme, les personnes en nombre réduit capables de faire fonctionner les robots qui leur donneront un poids financier peu controversé par les employés déjà satisfaits d'obtenir un salaire satisfaisant face à une « armée de réserve » de chômeurs en déshérence psychologique, économique et sociale. L'autre s'inscrira dans une économie modeste, située quasiment au niveau du minimum vital, comme l'avaient d'ailleurs prévus les grands classiques britanniques avec l'émergence, au terme du capitalisme, d'un état stationnaire. Cette situation pourra devenir très dangereuse, à terme, sauf à créer les conditions d'un meilleur des mondes à la Aldous Huxley.

Depuis 1990, malgré les crises financières et l'essor de la précarité, les organisations internationales continuent à encourager la globalisation économique, en considérant que les problèmes rencontrés dans de nombreux Etats trouveront nécessairement une solution à long terme, négligeant

pourtant l'avis de Keynes pour lequel « dans le long terme nous serons tous morts ». Cette félicité revendiquée par Francis Fukuyama avec sa « fin de l'histoire » n'est pourtant pas encore apparue et les crises récurrentes commencent à inquiéter le citoyen et même les Etats. Le principe « *Trade, not aid* » cher à Washington n'a pas fonctionné pour les pays en développement. La précarité s'est installée dans nombre de pays développés. La croissance des exportations et la libéralisation de leur économie n'ont pas été associées à une réduction significative de la pauvreté, mais plutôt à une désindustrialisation lorsque les pays étaient exposés à la concurrence internationale. L'éradication de la pauvreté n'est pas l'objectif immédiat des institutions mondiales. Les faits sont têtus, mais les intérêts des plus forts sont toujours défendus prioritairement.

Les inégalités, justifiées par un système de valeurs contestable

Les valeurs fondamentales du système mondial d'aujourd'hui sont principalement économiques, matérielles et commerciales. L'OMS aurait pu devenir un grand centre de santé disponible pour le monde entier, mais elle doit d'abord respecter les normes internationales portant sur la liberté du commerce, la propriété industrielle et les valeurs du monde marchand. Si la concurrence est exigée dans tout le système productif, le système des brevets, des marques ou des droits intellectuels installe autant de protections de types monopolistes qui sont contraires au vrai libéralisme. La découverte d'un médicament capable de soigner toutes les personnes atteintes d'un mal n'est disponible que dans un système marchand qui sait jouer des rapports de force pour s'enrichir²⁰. Les frais de marketing des industries pharmaceutiques sont deux fois plus élevés que les coûts relatifs à la recherche-développement²¹. Dans ce contexte, il est impossible d'affirmer que le système a pour objectif de favoriser le « bien-être » des individus.

La poursuite sans fin des intérêts des dirigeants d'entreprise ou des Etats conduit à des excès de pollution, à des processus de désertification ou à des dégâts environnementaux irréversibles, indépendamment des questions concernant le changement de climat, un thème de bien peu de poids au regard de la politique du profit et de la prégnance de la maximisation des intérêts personnels bien compris. Ainsi, un rapport de la Banque mondiale estime que la planète comptera 100 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030 en Afrique et en Inde si aucune action n'est prise pour limiter l'impact du réchauffement climatique. Une flambée

²⁰ Du jour au lendemain, le Daraprim (Malocide en France), un traitement contre la toxoplasmose, une infection parasitaire dangereuse, notamment chez les patients avec un système immunitaire déficient est passé, sans raison évidente, de 13,50 dollars la tablette à 750 dollars plus de 5500% d'augmentation. Créé il y a 62 ans, il a été racheté en août par Turing Pharmaceuticals, une start-up dirigée par un ancien patron de fonds spéculatif, ce qui rend le coût du traitement prohibitif pour les hôpitaux et des milliers de patients. Pour l'entreprise, cette décision optimisait sa production.

²¹ Ligue contre le cancer (2016), Pétition Change, 7 avril.

des prix alimentaires est attendue dans des régions où la consommation alimentaire est déjà très importante, supérieure à 60 % des revenus des ménages. En Inde, les dérèglements climatiques pourraient conduire 45 millions de personnes sous le seuil de l'extrême pauvreté, du fait des chocs agricoles et de la prolifération plus rapide des maladies (notamment le paludisme et les maladies diarrhéiques) qui en résultent. Seule une action internationale peut résoudre cette question. Faut-il toujours se fier à l'intérêt individuel comme base fondamentale de l'action économique ?

L'accord, aujourd'hui aux oubliettes, du partenariat transpacifique donne une information intéressante sur l'accord transatlantique entre les Etats-Unis et l'Europe, qui ne semble plus d'actualité. Les enjeux politiques s'annoncent importants au regard des oppositions qui n'ont pas manqué de se manifester à l'encontre de ce libéralisme débridé, aux conséquences sociales indubitablement significatives, concernant les exploitants agricoles, les contentieux entre les investisseurs étrangers, les échanges de données à travers les frontières (accordant ainsi un pouvoir accru en faveur des firmes multinationales) ou les normes de protection des travailleurs. Le mécanisme d'arbitrage aurait permis aux firmes multinationales d'attaquer en justice les Etats lorsque leurs intérêts sont menacés par une action publique. Nul doute que cette disposition aurait rencontré un mouvement de protestation suffisamment fort pour être à l'origine d'un conflit politique important dans l'ensemble des pays membres, développés notamment par les mouvements écologiques et les défenseurs du climat.

Les inégalités entre les Etats sont considérables. Le gouvernement des Etats-Unis dispose du privilège du dollar. La quasi-totalité des engagements extérieurs américains sont exprimés en dollars, alors que 70 % des avoirs à l'étranger sont libellés en d'autres monnaies²². Privilège exorbitant, une dépréciation de 10 % du dollar augmente la valeur des avoirs à l'étranger de 5,9 % du PIB du reste du monde vers les Etats-Unis, alors que le déficit commercial US équivaut à 5,3 % du PIB. La baisse du dollar bénéficie aux exportations et augmente en même temps les avoirs américains. Les acteurs économiques américains optent aujourd'hui pour des investissements étrangers de plus en plus risqués, alors même que les USA exercent le rôle d'assureur du reste du monde, en empruntant à court terme et en prêtant à long terme, avec une marge d'intermédiation significative due à l'écart entre le rendement des avoirs extérieurs et le coût de leurs engagements. Aujourd'hui, les USA font moins de prêts bancaires, mais plus d'investissements directs à l'étranger risqués, mais à haut rendement, ou de prises de participation. Le bilan des pays ressemble à celui d'une société de capital-risque. C'est très dangereux pour l'ensemble du système, notamment en cas de nouvelle crise financière.

²² FMI (2015), Hélène Rey, Agent provocateur 2015, Finances et Développement, Juin.

Le fondement des inégalités ne trouve pas sa source seulement dans l'évolution des technologies ou de la globalisation. Il provient aussi de la capacité des forces privilégiées à ciseler les règles du marché qui leur conviennent. Ainsi, la globalisation industrielle et l'usage des « supply chain » impliquant des pays à faibles revenus ont élargi les inégalités nationales. De même, l'ouverture des frontières aux flux de capitaux débouche inéluctablement sur des inégalités croissantes et elle devient rapidement, selon les économistes du Fonds Monétaire International, une cause d'inéquité²³. Elle est souvent la source de volatilité financière, laquelle conduit ensuite à des crises économiques qui touchent d'abord les agents économiques en situation précaire en termes de revenus et d'emplois. Or, les économistes ont souvent revendiqués cette ouverture, ils ont même incité les pays en développement ou émergents à en accepter les règles, comme au Chili ou en Argentine. En 1997 la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie ont connu une grave crise économique, avec le retrait de capitaux partis à l'étranger. La menace de délocalisation affaiblit le pouvoir de négociation des salariés des pays développés, alors que le capital, plus mobile, bénéficie de cette opportunité²⁴. L'impact est encore plus fort lorsque la libéralisation s'accompagne d'une crise financière et dans les pays disposant d'institutions financières de petite taille. La libéralisation des capitaux peut avoir un effet positif si les institutions financières du pays sont prêtes à les recevoir ou si des effets compensateurs peuvent s'exprimer²⁵. Cependant, « les chiffres confirment la diminution marquée de la part des revenus du travail à la suite de la libéralisation du compte de capital »²⁶. L'effet est plus fort dans les pays développés que dans les pays émergents. En conclusion, pour les pays développés, les avantages économiques de la libéralisation l'emportent si elle n'est pas suivie d'une crise financière, mais elle accroît toujours les inégalités internes.

La question qui se pose aujourd'hui est de comprendre pourquoi les nations avancées n'ont pas réussi à progresser et vivent dans un stress économique croissant ? Certes les technologies et la globalisation réduisent la compétitivité de ces économies, du fait du coût du travail ou des machines dirigées directement par les ordinateurs. Il est nécessaire qu'un gouvernement actif augmente les impôts pour les plus fortunés, qu'il investisse dans l'essor des écoles et universités en vue de rendre les travailleurs plus productifs et de redistribuer aux indigents. L'Etat ne doit pas réduire son action économique. On assiste cependant à une concentration de pouvoir politique dans les élites

²³ Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inéquité, Finances et Développement, FMI, Mars. P. 43-46.

²⁴ Rodrik, D. (1997), Has Globalization Gone too far ? Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

²⁵ Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis, World Bank Policy Research Working, Paper 6703. Washington.

²⁶ Furceri, D., Loungani, P. (2016) Op.Cit, p. 45.

entrepreneuriale et financière et celle-ci est capable d'influer sur les règles applicables à l'économie nationale et internationale. La discussion sur le libre marché ou l'action de l'Etat n'est pas satisfaisante.

Aujourd'hui, le marché est organisé de manière différente de ce qu'il était il y a un demi siècle, ce qui empêche d'élargir la distribution des avantages de la prospérité. L'idée selon laquelle chacun est payé en fonction de ce qu'il mérite selon les règles du marché n'est pas satisfaisante si l'on n'analyse pas aussi les institutions politiques et légales qui définissent le marché. La question est de savoir si celles-ci sont justifiées collectivement. Or, le pouvoir des groupes est ignoré dans ce type de conception et il est inutile de discuter du bon fonctionnement du marché, lequel décreète ce qui revient normalement à chacun. Alors qu'il avait augmenté pendant les 30 Glorieuses, le salaire médian des 90 % les plus pauvres a stagné pendant les 30 années qui ont suivi, malgré l'augmentation continue de la productivité. En outre, entre 2004 et 2014²⁷, le revenu médian des ménages aux Etats-Unis a baissé de 13 %, alors même que ses dépenses (logement compris) ont augmenté de 14%²⁸. L'Américain moyen est moins aisé depuis l'apparition des technologies du software, la globalisation et la numérisation détruisent de nombreux anciens emplois. Les ménages sont de plus en plus sensibles à la « vulnérabilité financière » lorsqu'une crise économique et financière globale apparaît ou même lorsque des facteurs imprévus dans le ménage exercent des effets pervers (santé, placements, endettement, etc.)²⁹.

Dans ce cadre, on peut se demander où va le travail humain ? De nombreuses professions sont menacées, les comptables, les vendeurs, les secrétaires ou les auditeurs. Le paradoxe de Moravec met en évidence que les activités physiques qui survivent à la numérisation sont celles qui nécessitent une bonne coordination sensorimotrice³⁰. L'ordinateur gagne au jeu de go, mais il ne réussit pas (encore) à gagner un match de football. Les hommes doivent donc conserver un avantage dans la créativité. La classe moyenne est à la dérive, car elle traite de l'administration, du contrôle, de l'encadrement, domaines d'activité dans lesquels l'ordinateur excelle. Les managers ne sont pas encore menacés, les emplois intermédiaires le sont plus que les demandeurs d'emplois non qualifiés. Le capitalisme tend à tout donner au gagnant, c'est l'effet « Pavarotti », pourquoi acheter un autre album que celui qui est le meilleur. Les revenus des autres acteurs sont réduits, la précarité se développe, malgré de meilleurs niveaux d'éducation et de compétences. Pour

²⁷ Il semble cependant que depuis 2014, les revenus des ménages augmentent.

²⁸ Pew Charitable Trusts (2016), Household Expenditures and Income, The Pew Charitable Trusts Research & Analysis - Issue Brief - March 30, <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/issue-briefs/2016/03/household-expenditures-and-income>

²⁹ Pew Charitable Trusts (2016), Family Financial Security The Pew Charitable Trusts Research & Analysis, Issue Briefs, January. <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/collections/2015/10/the-role-of-emergency-savings-in-family-financial-security>

³⁰ Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

les tenants du libéralisme intégral, seul le marché peut décider, justement, d'une telle situation fondée sur la méritocratie³¹.

Il est souvent souligné que les États-Unis sont en retard sur les autres pays avancés sur la question de leurs programmes sociaux en matière de santé et de bien-être. En tenant compte des dépenses publiques et privées, le niveau réel des États-Unis dans le secteur des dépenses sociales est comparable à celui des pays européens, mais pour des résultats encore plus médiocres. Malgré leur importance, les dépenses engagées exercent un très faible impact sur l'inégalité des revenus et sur l'amélioration de la santé publique. La politique sociale du gouvernement américain repose, à l'excès, sur des subventions fiscales (via notamment les Fondations), au détriment de la transparence, de la viabilité budgétaire et de l'équité distributive³².

Il semble nécessaire d'appliquer une gestion et une surveillance plus strictes des flux de capitaux internationaux qui franchissent les frontières en un clic d'ordinateur, car ils contribuent à la déstabilisation et au déclenchement des crises. Les flux spéculatifs n'ont pas conduit au partage des risques, mais plutôt à la création de nouveaux risques. Il faut prendre des mesures de précaution, en améliorant la réglementation et la surveillance du système. Les États sont fortement endettés, le risque systémique est devenu insupportable.

La globalisation économique a profité aux grandes fortunes mondiales, mais aussi aux classes moyennes des pays émergents. En revanche, la classe moyenne des pays développés a été sacrifiée. Si les inégalités à l'intérieur des pays croissent, cela ne semble pas toujours être le cas si l'on se situe à l'échelle mondiale. Cependant, les rapports politiques restent à l'intérieur des États-Nations³³, ce qui rend les rapports quotidiens entre les acteurs économiques plus difficiles. Le problème, c'est que ces inégalités sont dorénavant connues, elles risquent de faire naître nombre de conflits sociaux, de révolutions ou de guerres. La liberté des capitaux, comme le rappelait Adam Smith ou John Mill au XIXe siècle, conduit inexorablement à la cupidité absolue de ceux qui savent les utiliser, notamment lorsqu'ils braconnent en meute. La compétition entre les entreprises est moins violente que celle qui oppose les apporteurs de capitaux des travailleurs, notamment parce que les chances sont alors très inégales. Or, les classes aisées ont la mainmise sur l'ensemble du système politique, sur la presse, sur l'information en général. Le secteur financier aujourd'hui ne produit plus de la fluidité dans le système, il l'a complexifié jusqu'à le rendre inintelligible, et en profiter à des fins personnelles de classe en toute impunité. L'impôt mondial sur ces

³¹ Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.

³² Kirkegaard, J.K. (2015), The True Levels of Government and Social Expenditures in Advanced Economies, Peterson Institute - Policy Brief, March 2015 - 19 pages, <http://www.piie.com/publications/pb/pb15-4.pdf>

³³ Milanovic, B. (2016), Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

transactions réclamées en son temps par la Taxe Tobin, puis, sous une forme différente par Piketty, semble nécessaire, il permettrait une meilleure coordination internationale, notamment pour résoudre la question du changement de climat. Les économistes ne peuvent pas sans cesse réclamer l'efficacité (pour qui et pour quoi ?) sans se préoccuper d'une allocation plus équitable des ressources, des revenus et des patrimoines.

Le règne sans partage des puissances de l'économie de marché, un facteur de pauvreté

Malgré les moyens modernes disponibles, l'homme du XXI^e siècle subit toujours la misère et la sous-nutrition, l'espérance de vie des individus varie avec le niveau de développement et les conflits éclatent sans cesse face aux inégalités, à l'absence de tolérance généralisée et au non respect des droits de l'homme.

Selon l'OMS³⁴, l'espérance de vie de la population mondiale est de 71,4 ans en moyenne (73,8 ans pour les femmes, 69,1 pour les hommes). Elle a augmenté de 5 ans entre 2000 et 2015, grâce aux luttes contre la mortalité infantile, le paludisme ou le sida, mais aussi du fait l'amélioration de l'accès aux soins hospitaliers et médicaux. La mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) a été réduite spectaculairement de moitié entre 1990 et 2015, même si elle s'élève encore à 6 millions de décès par an. L'Afrique a gagné 9,4 années pour atteindre 60 ans. Cependant, les inégalités persistent encore. Les nouveau-nés de 29 pays à haut revenu ont une espérance de vie moyenne d'au moins 80 ans, contre moins de 60 ans pour 22 autres pays Afrique subsaharienne. L'espérance de vie diffère entre les pays de manière spectaculaire, une Japonaise (86,4 ans) vit en moyenne 37,1 ans de plus qu'un habitant de Sierra Leone et 5,3 ans de plus qu'un Suisse, pourtant le plus résistant des hommes³⁵. La Sierra Leone compte plus de 100 fois de professionnels de santé de moins que la Suisse pour 10.000 habitants (soit moins de 2 pour la Sierra Leone, contre 214 pour la Suisse). Les régions de l'Afrique et de la Méditerranée orientale ne disposent pas encore de la couverture sanitaire universelle, telle qu'elle est mesurée par l'indice d'évaluation de l'accès à 16 services essentiels. De plus, les dépenses de santé dans ces pays sont considérables, elles dépassent 25% des dépenses totales du ménage. Ces chiffres d'hétérogénéité sont sans doute minorés, car selon l'OMS, seuls 59 des 194 pays recensent l'intégralité des décès dans des

³⁴ OMS (2016), L'espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent, OMS, 19 Mai. <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/health-inequalities-persist/fr/>

³⁵ La France est classée à la 9^e place avec une espérance de vie à 82,4 ans (79,4 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes), dont 72 ans en bonne santé (contre une moyenne de 63,1 ans dans le monde, 64,6 ans pour les femmes et 61,5 ans pour les hommes).

registres officiels. Elle estime que plus de la moitié des morts dans le monde qui ne sont pas enregistrées.

Pour Amartya Sen³⁶, il faut porter une attention accrue à l'inégale distribution des libertés fondamentales, les « entitlements » (les droits que chaque personne devrait bénéficier au regard de l'état de la société) et de la « capability »³⁷ de chacun. Au fond, ces fameux « entitlements » ne sont toujours pas suffisamment couverts pour une frange importante de la population mondiale. De même, la société ne peut continuer à évaluer le statut des individus sur les simples références à leur utilité « objective » (à quoi servent-ils ?), leur revenu (les riches et les pauvres) ou leurs droits (les nobles ou les roturiers, les fidèles dans les Etats théocratiques et les infidèles). Il faut orienter la réflexion vers les libertés et les opportunités d'être et de se réaliser en fonction de ce que chacun souhaite valoriser dans sa vie en termes de qualité de vie (quality of life). Il faut prendre en compte l'hétérogénéité des individus, mais aussi le pluralisme des conceptions de la vie en société.

En fait, pour mesurer la qualité de vie, il faut percevoir les états (beings) et actions (doings) et définir l'ensemble des fonctionnements (functionings) des individus. Les fonctionnements pertinents commencent par la qualité de certains états (comme être en bonne santé ou avoir à manger) en direction de comportements plus complexes (comme l'action dans la vie communautaire, la dignité au regard de ses objectifs, le respect des autres). L'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu peut réaliser constitue la « capacité » (capability), la liberté de fonctionnement d'un individu. « La capacité se présente comme « un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie »³⁸. Il ne s'agit donc pas de percevoir l'individu en fonction de critères économiques simplistes, mais de mettre en évidence les opportunités réelles qui s'offrent à lui, en vue de mener le type de vie qu'il s'est choisi. De ce fait, il n'existe pas une seule liste d'éléments capable de définir le caractère équitable d'une société. En revanche, certaines « capacités » devraient nécessairement être couvertes, concernant notamment la satisfaction des besoins de base, la défense de la liberté de pensée ou de croire, le respect des règles collectives définies démocratiquement, mais aussi la protection et la sécurité à accorder à tous les citoyens, quelles que soient ses origines, ses fonctions et ses caractéristiques.

Le PIB, objectif convulsif des politiques économiques

³⁶ Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.
Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

³⁷ Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

³⁸ Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, *Repenser l'inégalité*, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

Il existe des marqueurs concernant le progrès économique et social à long terme, notamment l'espérance de vie ou l'essor des technologies. Cependant, depuis près de deux décennies, il y a un sentiment général d'un arrêt de ce développement et même, dans certains secteurs ou régions, un recul. Les questions des inégalités et du prix à payer à l'environnement ne sont pas prises en compte dans les schémas explicatifs de l'évolution économique et sociale de nos sociétés. La mesure du PIB constitue l'indicateur principal pour déterminer le niveau de développement d'un pays et il a bien servi jusqu'à présent à tracer les lignes du progrès. Cependant, il ne fournit qu'une estimation approximative de cette production nationale, souvent inexacte pour définir la situation réelle d'un pays en termes de progrès, de bien-être ou, plus généralement, de son état économique et social. Aujourd'hui, sa mesure pose de nombreux problèmes, certains d'entre eux ayant déjà fait l'objet de débats. Simon Kuznets et Colin Clark se sont interrogés sur le point de savoir s'il fallait calculer la mesure du bien-être (welfare) ou simplement l'activité économique elle-même. Le choix du second agrégat a été le résultat conjoncturel de la nécessité de construire un plan de reconstruction économique après la guerre et des efforts à exiger des agents économiques, notamment aux ménages³⁹.

Le PIB représente la somme de la valeur ajoutée totale, mais son calcul implique de nombreuses hypothèses ou conventions⁴⁰. À côté des biens produits, il y a des « bads » (nuisance ou inconvénient), dont les définitions restent complexes et conventionnelles. Si les activités polluantes exercent des influences négatives qui ne sont pas prises en charge par le PIB, on peut légitimement s'interroger sur le caractère de « bad » des dépenses de sécurité, selon que l'on soit philosophiquement imprégné de la philosophie de Jean-Jacques Rousseau, ou s'il l'on est plutôt convaincu que sans organisation étatique la loi du « far west » prévaut. Dans le premier cas, les dépenses de défense ou de sécurité intérieure constituent des « bads », dans l'autre cas ce sont des services obligatoires pour qu'une économie fonctionne. Autre ambiguïté ou perte d'information importante, le PIB donne un poids égal aux dépenses de consommation courante et aux investissements. Il ne produit aucun indicateur de « soutenabilité » et ne permet pas de mettre en évidence l'importance des objectifs actuels en vue de satisfaire les dotations des générations futures.

En outre, il faudrait tenir compte de l'importance des stocks de richesses économiques, naturelles et humaines d'un pays, du capital productif « reproductible » net, du capital non reproductible comme la valeur de la terre, du niveau global d'éducation et du capital santé de la population. Cette référence n'est que très rarement mise en avant. Cependant, même sur le

³⁹ Coyle, D. (2014) Is GDP still useful?, Better Life Index, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

⁴⁰ La consommation de l'Etat est ainsi inscrite dans le PIB, alors que le travail « à la maison » ne l'est pas.

terrain de sa mesure statistique, les limites du PIB comme indicateur économique central sont soulevées par l'ensemble des comptes nationaux.

D'abord, de nombreuses activités essentielles pour une société, n'appartenant pas au monde marchand des chiffres, sont jugées improductives et elles sont alors ignorées. Elles concernent les activités de bénévolat ou le travail domestique. L'échange monétaire « officialisé » est généralement requis et le travail domestique n'est validé que s'il s'agit d'un travail marchand. Ainsi, une mère de famille qui conserve son emploi et paie une nurse pour un salaire équivalent au sien permet au PIB d'un pays d'augmenter de manière factice. L'économie informelle est particulièrement difficile à estimer, non seulement parce qu'elle peut s'organiser sous forme de troc, mais aussi parce qu'elle n'est pas déclarée. Son importance dans les pays en développement et les pays émergents est particulièrement élevée⁴¹. D'autre part, les services collectifs comme la santé publique, l'éducation ou la justice sont comptabilisés sur la base des dépenses publiques allouées à leur fonctionnement. Or, il suffit de constater les prix marchands pratiqués par les grandes universités privées américaines pour constater l'excellent rapport « qualité-prix » des universités publiques, indépendamment du respect qu'elles offrent à une plus grande égalité des chances des citoyens face à leur niveau d'éducation. Le système privé de santé est plus onéreux que le service public pour une qualité que l'on peut juger équivalente. L'apport d'un médecin hospitalier est mesuré sur la base de son salaire, et non pas de sa capacité à prolonger l'espérance de vie de ses patients. Le niveau de privatisation gonfle le PIB.

Ensuite, les estimations du PIB font l'objet souvent de conventions statistiques qui ne favorisent pas toujours l'exactitude des informations chiffrées. Deux exemples parmi d'autres peuvent ainsi être évoqués : la fragmentation internationale de la production et les activités illégales. L'attractivité des facteurs de production, les fiscalités hétérogènes et le positionnement compétitif sur les chaînes de valeur mondiales exercent aujourd'hui un rôle déterminant dans les échanges. La fragmentation de la production a permis l'essor de réseaux internationaux de production et d'échange qui transforment la réalisation des avantages comparatifs nationaux. Les pays sont souvent spécialisés par segments productifs et non plus sur la base de la seule exportation d'un bien final, ils cherchent à améliorer leur capacité d'insertion dans les chaînes de valeur. Du fait même de ces échanges difficilement contrôlables pour la production d'un même produit, l'entreprise multinationale fera surgir le maximum de valeur ajoutée dans le pays qui sera le moins disant fiscalement. Dans ces conditions, les

⁴¹ Silem, A. Bensahel, L., Fontanel, J., Pecqueur, B. (2014), *L'économie territoriale en questions*, Liber Amicorum, Hommage en l'honneur du Président et Professeur Claude Courlet, La Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris, 2014. Bensahel, L., & Fontanel, J. (2006). *L'économie souterraine: L'exemple de la Russie*. Editions L'Harmattan.

résultats de la production de valeur ajoutée réelle sont alors estimés différemment en fonction des intérêts fiscaux des firmes. Enfin, le Système de comptabilité nationale (SCN) recommande l'inclusion des activités productives illégales dans le PIB, mais celles-ci se déplacent au fil du temps (faut-il légaliser le haschich ?)⁴².

Enfin, il faut rappeler surtout que la comptabilité nationale met en évidence les flux économiques, elle ne fait aucunement référence au patrimoine. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. Dans le PIB, tout ce qui appartient au monde marchand crée de la valeur et augmente la richesse. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive (PIB), même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale. Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité. Tout ce qui se vend devient un facteur de richesse, que l'on vende des antidépresseurs (pourtant parfois liés aux conditions de la production), des produits non renouvelables ou des services utiles au terrorisme ou aux guerres. Les productions comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains services bancaires et juridiques, l'obsolescence programmée ou les coûts du logement en zone urbaine augmentent le PIB tout en réduisant le bien-être collectif. Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale.

Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité⁴³. L'ambiguïté de certaines productions ne manque pas de d'interpeler. Si l'augmentation du nombre d'hôpitaux peut être considérée comme un progrès lorsqu'elle permet de maintenir la santé publique à un niveau optimal, elle peut être aussi analysée comme le résultat

⁴² Ces revenus peuvent en effet être consacrés à l'achat de biens et de services légaux. Cependant, toutes les activités illégales ne sont pas jugées productives comme l'extorsion de fonds contre protection.

⁴³ Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Le PIB, sa signification et ses limites, in, J-F. Guilhaudis, Relations internationales contemporaines, LexisNevis, Paris (à paraître).

de nouvelles maladies produites par le système productif. Quelques pays à fort niveau de croissance ont, en même temps, connu une baisse du pouvoir d'achat de leurs employés, des conditions de travail difficiles, une sécurité des personnes réduite ou des pollutions nouvelles. Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Même en augmentation, il ne met jamais en évidence les facteurs de violence et de conflit à l'intérieur d'une société. En outre, le PIB ne fait aucunement référence à la maintenance du patrimoine naturel. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. L'exploitation des ressources énergétiques est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Ce qui permet à l'Arabie Saoudite ou au Koweït de disposer de PIB très élevés, tout en réduisant constamment le potentiel des ressources énergétiques de leur sous-sol. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale).

Les taux de change⁴⁴ peuvent être définis comme les prix d'échange des monnaies. Ils affectent les prix des importations et des exportations, ainsi que les flux d'investissements. Certains gouvernements, notamment celui de la Chine, engagent des politiques monétaires en vue de bénéficier d'avantages commerciaux en manipulant la valeur de leur monnaie à la baisse. La question est de connaître les fondements de ces prix comparatifs, qui ne dépendent pas uniquement du marché non régulé des devises. Une devise faible favorise l'exportation et réduit les importations, ce qui conduit éventuellement à la création d'emplois. Dans ce cas, les entreprises étrangères perdent leur compétitivité dans l'économie protégée par la manipulation de son taux de change. En revanche, les consommateurs des pays importateurs peuvent bénéficier d'une meilleure concurrence et donc de produits moins onéreux. Le FMI engage les pays à ne pas procéder à cette action déloyale au regard des conditions concurrentielles acceptées dans le cadre de l'OMC, mais il n'est jamais intervenu depuis 1994 à l'encontre de la Chine. Il justifie son « inertie » en considérant que ces pays n'ont pas violé les accords internationaux et qu'il est de toute manière difficile de déterminer un équilibre marchand des devises. Il est difficile de définir le degré de « manipulation » monétaire d'un pays, mais sans intervention négociée, une guerre commerciale peut en résulter. TPA (Trade Promotion Authority ou Fast Track) legislation (juin 2015) se propose de prévenir les manipulations de devises à l'aide de plusieurs instruments comme le renforcement des règles, la transparence, la surveillance, les rapports ou des mécanismes de coopération. Des actions publiques pourraient intervenir lorsque les devises

⁴⁴ Nelson, R.M. (2015), Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress, Congressional Research Service, September 7. Washington.

sont fondamentalement sous-évaluées. Les « manipulateurs » peuvent conduire à une guerre commerciale.

Le concept de PIB donne la part belle au système de production, sans se préoccuper outre mesure de son intérêt pour la collectivité nationale. De nombreux éléments favorables à la croissance ne sont pas des facteurs de bien-être. Dans ce contexte, son essor n'est pas nécessairement un facteur de bien-être collectif accru. James Tobin et William Nordhaus⁴⁵ avaient proposé l'introduction de deux nouveaux concepts, les « biens regrettables » (les biens qui créent des aménités négatives) et les « dépenses défensives » (activités rémunérées qui n'ont pour objet que de réparer les dégâts provoqués par d'autres activités productives). Les dépenses finales effectuées pour des raisons de sécurité, de prestige ou de diplomatie se rangeaient notamment dans ces catégories. En fait, cette conception n'est acceptable que si l'on suppose que la bonne entente entre les individus et les peuples constitue une donnée intangible. Or, toute l'histoire des peuples laisse augurer, au contraire, de l'importance du respect des lois, des règles et de la sécurité, sans lesquelles les autres productions sont constamment compromises. Dans ce cas, il s'agit de considérer ces dépenses comme des consommations intermédiaires et non pas comme un produit final à valoriser dans le PIB. Retenir le PIB tel qu'il est conçu aujourd'hui témoigne de la capacité productive d'un pays, mais non pas de sa production réelle, laquelle devrait tenir compte des valeurs patrimoniales, sociétales et humaines ainsi consommées. Une augmentation du PIB n'est pas synonyme d'un progrès humain, si elle s'accompagne de la libéralisation de la vente de la drogue ou de la prostitution, de l'augmentation des dépenses de santé consécutives à des productions socialement inadaptées ou polluantes et de l'exploitation éhontée des ressources naturelles et énergétiques. En outre, la guerre a souvent constitué un facteur d'enrichissement pour certains peuples au détriment des autres. L'esclavage permettait de disposer d'une force de travail très peu onéreuse. La croissance économique n'est pas souhaitable si elle ne profite qu'à quelques personnes au détriment de l'ensemble des citoyens. En revanche, le travail bénévole ou les services publics peuvent avoir un grand intérêt pour la population, en termes de réduction de la précarité, d'équipements collectifs importants concernant notamment l'éducation ou la santé. La privatisation des activités conduit parfois à l'augmentation des services rendus, ce qui n'améliore pas vraiment le bien-être, contrairement au chiffre du PIB. En outre, l'obsolescence programmée améliore le PIB, mais pas la richesse des personnes, sinon celles de entreprises coupables. Enfin, de nombreuses productions sont indiscutablement des « maux publics », comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains

⁴⁵ Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

services bancaires et juridiques, ou les coûts du logement en zone urbaine⁴⁶.

Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Il est difficile statistiquement de prendre en compte les « richesses humaines » qui n'ont pas de valeur marchande généralisée. Il s'agirait alors de tenir compte des solidarités, des degrés de liberté réels, des valeurs démocratiques et, plus généralement, de la qualité de la vie quotidienne des personnes, entre les nécessités productives en lien avec la consommation, et le potentiel de réalisation d'une vie individuelle et sociétale épanouie. En négligeant une part importante de ce qui fait la vie des hommes, le PIB réifie l'image du bien-être à l'expression de sa simple évolution, produisant ainsi des effets positifs ou négatifs sur la réalité de la situation des personnes. Les effets pervers sont alors considérables. Un pays qui dispose d'importantes ressources économiques, sociales et humaines, qui offre une plus grande protection sur le marché du travail, qui a l'occasion d'améliorer gratuitement son potentiel intellectuel et sa réflexion philosophique et qui peut s'appropriier un temps aux activités ludiques non marchandes, peut alors se considérer dans une mauvaise situation parce que son PIB, pendant quelques années, n'a pas évolué aussi vite que celui de ses partenaires. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles de long terme. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte, notamment en termes de changement de climat.

Pour Kuttner⁴⁷, dans les modèles économiques, les marchés sont toujours considérés comme les plus efficaces. Il n'y a pas de pouvoir, car la compétition naît partout où le profit se développe. La question qui se pose cependant est de savoir si les règles du jeu du marché sont fondées sur le pouvoir politique ou sur l'efficacité du marché ? Pourtant, on peut constater que les inégalités brutes ne sont pas fondées sur l'efficacité, il existe une large zone d'indétermination des salaires et traitements de toute sorte qui n'ont rien à voir avec la force de la performance économique. Si la libéralisation de l'économie des marchés financiers a permis de produire 10.000 milliards de dollars de coûts supplémentaires, les bénéfices sont bien difficiles à mettre en évidence, tout comme la justification du milliard de dollars par jour offerts aux traders dont le comportement n'est pas exactement celui qui satisfait le bien-être économique général. Cette constatation doit être faite.

Pour les comparaisons internationales du PIB, le calcul des PIB par le taux de change n'est pas satisfaisant. Plusieurs instruments statistiques ont été mis en place pour limiter cet effet aléatoire, fondé parfois sur une simple

⁴⁶ Dès 1949, Kuznets s'intéressait déjà aux « coûts gonflés de la civilisation urbaine.

⁴⁷ Robert Kuttner (2016), The New Inequality Debate, The American Prospect magazine - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>

activité spéculative conjoncturelle. Le système des parités de pouvoir d'achat est sans doute celui qui est le plus recommandé. Il s'agit de constituer un panier de produits significatifs, de le valoriser dans les monnaies de chaque zone et ainsi de déterminer la « vraie » valeur du taux de change, hors système monétaire et financier. Cependant, même cette procédure reste discutable, au moins sur trois points. D'abord, pourquoi donc seul le pouvoir d'achat serait pris en compte, ce qui maintient l'idée selon laquelle la richesse n'est dépendante que du monde marchand. Ensuite, quel panier de produit faut-il choisir, étant entendu que les achats effectués dans les différents pays, malgré la mondialisation, ne sont pas équivalents. Si l'on retient un panier « type » américain, on augmentera ainsi la valeur du dollar en parité de pouvoir d'achat. Le choix est donc capital. Enfin, les prix des produits font l'objet de constantes modifications, liées à la diversité des marques ou des ingrédients, mais aussi à des périodes très hétérogènes de pays à pays des tensions inflationnistes.

L'estimation du bien-être ou du développement humain

Le Tableau 1 met en évidence les prévisions du PIB pour 2016), ainsi que l'indicateur IDH (indice de développement humain). Selon les hypothèses utilisées, les résultats sont différents, mais ils ne mettent pas en évidence les inégalités sociales qui existent dans les pays concernés.

Tableau - Prévisions des PIB pour 2016 (dollars courants, PPA, par habitant) et IDH

Pays	PIB milliards de dollars courants	PIB (PPA) en milliards dollars	PIB par habitant (PPA)	IDH (2014)
USA	18399	18400	57000 (1)	0,915(2)
Chine	12125	20778	8600(9)	0,727(9)
Japon	4136	4866	38300(5)	0,891(5)
Allemagne	3421	3900	47300(2)	0,916(1)
Royaume-Uni	2919	2710	41700(3)	0,907(3)
France	2448	2676	41360(4)	0,888(4)
Inde	2346	8629	6650(10)	0,609(10)
Brésil	1731	3086	15050(8)	0,755(8)
Russie	1214	3411	24000(6)	0,798(6)
Mexique	1189	2273	17900(7)	0,756(7)

Sur la base du Tableau 1, on constate que la notion de PIB est discutable, s'il est calculé en parités de pouvoir d'achat (PPA) ou en dollars courants. D'autre part, le PIB par habitant, sur la base des PPA met en évidence l'écart « moyen » de la production des richesses « apparente » par habitant. D'autre

part, l'Indice de développement humain⁴⁸, pour ces pays aux niveaux de développement très différents, produit des résultats relativement homogènes au regard du PIB par habitant (PPA), sauf pour les Etats-Unis.

Les pays en développement dispose d'un IDH en légère croissance, ce qui met en évidence une meilleure intégration dans l'économie mondiale entre 1990 et 2016, à l'exception de plusieurs pays africains. En fait l'indice de bien-être (IBE) développé par Osberg et Sharpe était sans doute plus représentatif de la réalité économique et sociale des pays. Il s'agissait alors d'intégrer plusieurs variables comme les flux de consommation courante (consommation des biens et services, services et production non marchands, loisirs), les stocks de richesse (biens corporels, biens de consommation durable, accumulation de capital humain et social, coûts environnementaux), la répartition des revenus (inégalités et pauvreté économiques) et le degré de sécurité économique et sociale liée au chômage, à l'âge, à la maladie, etc.). Ce calcul réalisé sur 6 pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Norvège et Suède) met en évidence des distorsions entre le PIB par habitant et la perception statistique du bien-être de leurs citoyens⁴⁹. Les deux chercheurs concluent que si la Norvège allie correctement pendant la période d'étude le progrès économique et le bien-être, pour le Royaume-Uni le bien-être économique stagne à partir de 1980, puis baisse jusqu'en 1991, avant de remonter pour atteindre le niveau de 1980 au début des années 2000. Autrement dit, en 20 années de croissance économique le bien-être particulier et collectif des Britanniques n'a pas été amélioré.

Les comptes nationaux proposent le calcul d'indicateurs de bien-être, avec la construction de comptes satellites, mais leur impact médiatique et politique demeure relativement faible. Le « tout PIB » semble faire partie du « consensus de Washington ». Par ailleurs, si l'Indicateur de Développement Humain proposé par Amartya Sen et le PNUD donne des résultats intéressants, il est aussi parfois difficile à interpréter. Si un pays dispose de plus de lits dans les hôpitaux est-ce un signe d'une meilleure prise en compte des soins collectifs nécessaires ou est-ce dû au développement de nouvelles maladies, notamment psychiatriques ? Le progrès humain ne dépend pas de la production indéfinie des marchandises et des services payants. Il faut rappeler

⁴⁸ L'indicateur de Développement Humain se propose de mesurer le niveau de développement des pays, en retenant des indicateurs complémentaires à l'estimation du PIB. Il fait la synthèse de trois séries de données, l'espérance vie, le niveau d'instruction (durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation) et le PIB réel corrigé. Calculé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) offre une information plus précise du développement d'un pays, mais il ne permet pas d'intégrer des facteurs qualitatifs importants concernant notamment les inégalités sociales, la précarité ou l'importance des libertés politiques et le respect des droits de l'homme.

⁴⁹ Lars Osberg et Andrew Sharpe, « Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Séminaire de la DARES, 15 Octobre 2002. OCDE, Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social. Paris. 2001. Sharpe A., Méda. D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", Travail et Emploi, n° 93, Janvier 2003.

en outre que l'idée même d'un développement économique de « rattrapage » est remise en cause avec le concept de développement « soutenable ». Une croissance économique « à l'américaine », trop consommatrice de matières premières et trop polluante, ne peut pas constituer un objectif pour les autres économies nationales, sans même mettre en évidence les questions irrésolues aujourd'hui concernant le climat, les inégalités sociales excessives ou l'apparition rapide de nouvelles raretés.

Aujourd'hui, l'indicateur du développement humain du PNUD retient trois critères, « la longévité, le savoir et le niveau de vie », mais d'autres choix auraient pu être retenus, notamment les libertés politiques, le droit des femmes ou les solidarités collectives. Il est aisé de constater que la mondialisation de l'économie n'a pas vraiment bénéficié aux Pays les Moins Avancés (PMA), malgré l'ouverture de leurs frontières économiques au système commercial et financier international. Les nouvelles opportunités économiques ne sont accessibles qu'aux organisations disposant à la fois de moyens logistiques importants, de ressources humaines de qualité et innovatrices, de l'appui de leurs gouvernements et de moyens financiers conséquents. La mondialisation conduit à une logique de spécialisation dans quelques produits d'exportation, ce qui accroît la grande vulnérabilité des pays au regard des aléas internationaux de la fluctuation des prix et des facteurs d'innovation. Lorsque les pays pauvres se révoltent, les institutions internationales invoquent le principe « volenti non fit injuria » selon lequel il n'y a pas d'injustice là où il y a consentement, notamment celui d'appartenir (ou non) à l'OMC. Cependant, avec l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la signature des pays pauvres est contrainte par le non respect de cette règle par tous les membres de l'OMC en cas de refus.

L'analyse du bien-être fait l'objet de nouvelles études intéressantes, qui méritent encore de nombreux efforts de précision et de méthode. Le rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi⁵⁰ a proposé plusieurs recommandations pour améliorer cette analyse. Il met en évidence que le bien-être est pluridimensionnel. Son analyse suppose des indicateurs fiables concernant les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé publique et individuelle, l'éducation, les activités personnelles, la qualité du travail, la participation à la vie politique et à la gouvernance, les liens et rapports sociaux, les questions environnementales et l'insécurité économique et physique.

⁵⁰ Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

Tableau 1 : Les recommandations du rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi

- 1) Dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, il est préférable de se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production
- 2) Mettre l'accent sur la perspective des ménages
- 3) Prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation
- 4) Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses.
- 5) Élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes.
- 6) La qualité de la vie dépend des conditions objectives dans lesquelles se trouvent les personnes et de leur « capacités » (capacités dynamiques). A cette fin, il s'agit d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles, des conditions environnementales, des relations sociales, de la participation à la vie politique et du sentiment national d'insécurité.
- 7) Les indicateurs de la qualité de la vie devraient fournir une évaluation exhaustive et globale des inégalités.
- 8) Des enquêtes devront être conçues pour évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun.
- 9) Les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices.
- 10) Les mesures du bien-être, tant objectif que subjectif, fournissent des informations essentielles sur la qualité de la vie. Les instituts de statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités.
- 11) L'évaluation de la « soutenabilité » nécessite un ensemble d'indicateurs bien défini. Les composantes de ce tableau de bord devront avoir pour trait distinctif de pouvoir être interprétées comme des variations de certains « stocks » sous-jacents.
- 12) Les aspects environnementaux de la « soutenabilité » méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (du fait, par exemple, du changement climatique ou de l'épuisement des ressources halieutiques).

La mesure du bien-être place l'humain au cœur de l'évaluation. L'OCDE⁵¹ se propose de mettre en évidence les conditions de vie des personnes, lesquelles ne peuvent être représentées par les seuls indicateurs produits par le Produit intérieur brut d'un pays. D'autres critères doivent être retenus, à la fois des éléments quantitatifs objectifs, mais aussi des indicateurs subjectifs qui expriment le ressenti général des individus sur la qualité de leur vie. Evidemment, des chiffres synthétisés donnent une idée du bien-être de la population d'un pays, ils soulignent les forces et les faiblesses de la qualité de

⁵¹ OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2°16-fr

vie quotidienne des citoyens. Des études plus poussées rendent aussi compte de l'évolution du bien-être de catégories significatives, comme l'âge, le sexe ou l'importance des revenus. L'étude de l'OCDE s'appuie notamment sur le rapport Stiglitz, Sen-Fitoussi⁵² et sur le Groupe de travail CEE-ONU/Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable, pour prendre en compte à la fois les indicateurs immédiats (ici et maintenant) et prospectifs (stocks de ressources disponibles pour les générations futures), mais aussi les retombées d'une décision d'un pays sur le bien-être d'un autre pays. Jusqu'à présent, la qualité de l'enseignement était définie à partir des dépenses engagées par chaque pays.

Le Tableau 2 indique à la fois les thèmes utilisés dans la définition du niveau de vie et les indicateurs choisis. Dans l'analyse de l'OCDE, il s'agit plutôt de dévoiler les compétences acquises à la suite d'un processus éducatif. Certains chiffres sont rapidement disponibles. Il est cependant à noter que, au classement des thèmes, la santé, la satisfaction à l'égard de l'existence, l'éducation, la sécurité, l'équilibre vie privée sont les facteurs les mieux valorisés par les citoyens bien avant l'engagement civique ou les liens sociaux, mais aussi avant le revenu, l'emploi ou le logement.

En 2015, le revenu moyen par habitant de l'OCDE atteint 27000 dollars, pour un patrimoine de 54.000 dollars, mais le revenu d'activité moyen se situe à 40.600 dollars. Les pays au niveau supérieur en termes de revenus enregistrent de bons résultats sur le plan du bien-être (Luxembourg, Norvège, Suisse, Etats-Unis, Pays-Bas, Autriche, Australie, Suède, Danemark, Allemagne, Canada), mais ils n'ont pas de résultats satisfaisants concernant la sécurité de l'emploi, la victimisation, les compétences des adultes, les loisirs, l'espérance vie, la durée du travail, la mortalité par agression. Pour les Etats à revenu moyen, l'espérance vie est largement favorisée, ainsi que les valeurs relatives aux loisirs ou la durée de travail.

Tableau 2 - Tableau des indicateurs de l'OCDE

Facteurs de bien-être	Indicateurs
Revenus et patrimoines - Revenu des ménages - Patrimoine financier	- Revenu disponible ajusté net des ménages (RDAN) en USD, PPA 2010, par habitant - Patrimoine financier net des ménages (USD PPA courants) par habitant
Emplois et salaires - Emploi - Salaire - Sécurité de l'emploi	- Taux d'emploi ⁵³ - Salaire annuel brut moyen plein temps (PPA) - Probabilité du chômage ⁵⁴

⁵² Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

⁵³ Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population de cette tranche d'âge.

- Chômage longue durée	- % population active au chômage depuis un an ou plus.
Equilibre travail/Vie privée - Durée de travail - Temps de loisir	- % salariés travaillant 50H par semaine ou + - heures/jour pour employés à plein temps.
Logement - Nombre de pièces par personne - Accessibilité financière au logement - Equipements sanitaires de base	- Nombre moyen de pièces par personne ⁵⁵ - Dépenses de logement ⁵⁶ en % revenu (RDAN) - % de personnes dans des logements sans équipement sanitaire
Qualité environnement - Qualité de l'eau - Qualité de l'air	- % de satisfaction de la population totale - Exposition au PM25 pondéré par habitant
Etat de santé - Espérance vie - Santé perçue	- Espérance vie à la naissance - % de personnes se déclarant en bonne santé
Education et compétences - Niveau d'études - Compétences cognitives - Compétences des adultes	- % adultes diplômés 2 ^e Cycle du secondaire - PISA (OCDE) - Score moyen au PIAAC (OCDE)
Liens sociaux	- % de personnes se déclarant soutenu par des proches en cas de coup dur
Engagement civique et gouvernance	- Taux de participation électorale
Sécurité personnelle - Mortalité par agression - Victimisation autodéclarée	- Mortalité par agression - % personnes se déclarant victime d'une agression au cours des 12 derniers mois.
Bien-être subjectif	Satisfaction de son existence (échelle de Cantrill, sur la base de 10 niveaux de satisfaction)

Tableau 3 – Quelques résultats significatifs

Pays	Points forts	Points faibles
Allemagne	Qualité de l'eau Sécurité de l'emploi Revenus des ménages	- Qualité de l'air, - Perception de la santé - Accessibilité au logement
Royaume-Uni	- Victimisation, - Equipements sanitaires de base - Emploi - Patrimoine financier	- Accessibilité au logement, - Durée de travail, - Compétences des adultes - Taux de participation électorale
France	- Temps de loisir (le plus important de l'OCDE), - Revenu des ménages,	- Emploi (sécurité de l'emploi, chômage de longue durée)

⁵⁴ Flux annuel d'entrées dans le chômage (en points de pourcentage)

⁵⁵ hors salle de bain, toilettes, cuisine, arrière cuisines, buanderies ou garages)

⁵⁶ Entretien compris

	<ul style="list-style-type: none"> - Espérance vie, - Participation électorale - Equipements sanitaires de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Santé perçue, - Soutien social, - Qualité de l'eau - - Victimisation autodéclarée - Satisfaction à l'égard de l'existence
Grèce	<ul style="list-style-type: none"> -Espérance vie, - Equipements sanitaires de base, - Santé perçue - Durée du travail, 	Tous les autres indicateurs sont en dessous de la moyenne de l'OCDE
Etats-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Victimisation <p>Tous les autres indicateurs sont plus élevés que ceux de la moyenne de l'OCDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Espérance de vie, - Durée du travail, - Temps de loisir, - Compétences des adultes, - Compétences cognitives à 15 ans - Mortalité par agression

Les résultats sont parfois étonnants. Les Etats-Unis ont un niveau élevé de mortalité par agression, mais les personnes pensent que leurs rues sont sans danger, alors que la France, qui dispose d'un taux faible de mortalité par agression se sent particulièrement en insécurité le soir en marchant dans les voies publiques. Il semble toutefois que les indices de pauvreté ne sont pas suffisamment intégrés dans cette présentation, ni même le niveau des inégalités.

Plusieurs études complémentaires ont été engagées qui préjugent d'autres innovations relatives à la prise en compte réelle du bien-être. Ainsi, le bénévolat semble améliorer, dans tous les pays, la satisfaction à l'égard de la vie, mais il n'est pas démontré qu'il y ait pour autant une relation de cause à effet⁵⁷. Si l'on compare les dépenses de recherche-développement par habitant et les produits de la propriété intellectuelle, les résultats sont parfois discordants⁵⁸.

Classement des pays par patrimoine par habitant en 2016

Pays	Classement patrimoine	Classement patrimoine
------	-----------------------	-----------------------

⁵⁷ Tableau 5-8. OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2°16-fr

⁵⁸ La Finlande investit le plus dans la R-D, mais elle est largement dépassée par la Suède, les Etats-Unis et le Danemark pour les produits de la propriété industrielle. La Grèce en revanche n'est performante ni dans l'un ni dans l'autre. La France se situe dans la moyenne de l'OCDE, ce qui dans ces secteurs très inégalitaires, la situe parmi les premiers rangs.

	moyen	médian
Luxembourg	1	1
USA	2	18
Canada	3	7
Australie	4	3
Allemagne	5	4
Espagne	6	2
Belgique	7	5
Italie	8	6
OCDE	8bis	8bis
Autriche	9	16
Corée du Sud	10	8
France	11	11
DEU	12	17
Portugal	13	12
Pays-Bas	14	18
Norvège	15	13
Grèce	16	10
Finlande	17	15
Slovaquie	18	14

La croissance du PIB peut être un mirage numérique qui cache une crise économique à venir. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles qui le dépassent. Compte tenu de ces inconvénients, est-ce que le PIB doit être abandonné comme critère du progrès économique d'un pays ? S'il faut une mesure générale de l'activité économique totale, il remplit imparfaitement ce rôle. Il ne peut pas être le seul indicateur car il ne mesure pas le bien-être. Il est donc préférable d'emprunter une approche de type « Tableau de bord », avec plusieurs indicateurs significatifs. L'approche par l'indice de l'OCDE « Mieux-Vivre »⁵⁹ est sans doute plus performant, car il contribue réellement à comprendre le bien-être social et les compensations et relations entre les indicateurs significatifs. Certes, des progrès conséquents doivent encore être entrepris dans ce domaine. Il s'agit notamment de déterminer des indicateurs de « soutenabilité », lesquels ne sont pourtant pas en mesure de mettre en évidence les chemins et voies que prendront les technologies, les conflits et les comportements humains de demain. Ils permettent cependant de mesurer les progrès à accomplir et de définir des indicateurs qui fournissent quelques informations sur les conséquences à long terme des choix d'aujourd'hui.

⁵⁹ OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>
 OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016 ; Définitions.
<http://www.oecd.org/statistics/OECD-Better-Life-Index-2016-definitions.pdf>

La pauvreté des pays, parente pauvre des actions internationales collectives

Les Etats ont bien été conduits à considérer que l'aide au développement était insuffisant. Il a même été proposé une procédure pacifiante de désarmement pour le développement. Cependant, cette solution, dès le départ, comportait des obstacles qui n'ont guère permis une entente internationale⁶⁰. Jusqu'en 2012, les succès économiques du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont souvent été montrés en exemple pour justifier l'intérêt du libre échange international. Si cette organisation puissante promeut le dialogue et la coopération, la paix, le développement économique et la sécurité collective, elle revendique aussi un partenariat mondial plus équilibré, moins dépendant de feu le colonialisme. Elle propose la mise en place de politiques macroéconomiques responsables, de nouveaux accords commerciaux, technologiques, scientifiques et financiers entre ses membres et un fort engagement en faveur du développement durable. Cependant, les membres du BRICS subissent depuis lors de profondes difficultés structurelles spécifiques, appelant à des solutions collectives hétérogènes. La Chine souffre à la fois de la structure schizophrénique du pouvoir entre le monde politique et la sphère économique, du creusement des inégalités et de difficultés économiques particulières dans un commerce international aux évolutions difficilement maîtrisables. Cette situation ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. La Russie subit de plein fouet à la fois la crise internationale qui conduit à un abaissement drastique du prix du pétrole, de l'absence de soutien de ses partenaires concernant ses opérations ukrainiennes⁶¹, mais aussi des sanctions économiques qui lui ont été imposées principalement par l'Union européenne et les Etats-Unis. Le Brésil connaît aujourd'hui une crise économique grave, dans une société gangrénée par un niveau de corruption élevé et une fracture violente entre les classes aisées et les citoyens en grande difficulté économique. L'Inde ne s'engage dans le développement que dans quelques régions, alors que l'Afrique du Sud, dernier invité de ce cartel, n'a pas encore résolu ses problèmes raciaux et son insécurité chronique. Le groupe BRICS est en crise d'identité interne et externe.

Pour la Chine, l'année 2016 se présente mal, avec une perte des

⁶⁰ Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris, 171 p . Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi. Fontanel, J. (1995), La conversion économique du secteur militaire, Economie Poche, Economica n° 12, Paris, 1995 (112 pages)

⁶¹ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales.

réserves de change de près de 100 milliards de dollars au mois de janvier⁶² et un yuan qui a été déprécié par le gouvernement chinois (de l'ordre de 5% en un an), en application d'un mécanisme du change plus respectueux des mécanismes du marché. La confiance qui lui était accordée par les opérateurs internationaux s'est clairement émoussée et s'est transformée en inquiétude. Les tergiversations du gouvernement chinois dans sa politique économique impliquant le passage d'un développement fondé sur les exportations et une nouvelle croissance plus tournée vers la consommation intérieure n'est pas toujours comprises ou admises. Les choix entre une nouvelle dose de libéralisme, suivie d'un retour vers certaines formes de dirigisme (notamment les restrictions imposées aux grands détenteurs d'actions) déroutent les opérateurs. Les efforts accomplis depuis 2006 par la Chine pour limiter sa politique monétaire fondée sur un yuan sous-évalué, semblent aujourd'hui être remis en questions. Sur le marché des changes, le yuan est déprécié et la Banque populaire de Chine cherche à freiner les tensions baissières. Cependant, il faut aussi empêcher la sortie des capitaux et convaincre les investisseurs de rester dans le pays. Si le marché fonctionnait, il est probable que les fonds spéculatifs joueraient à une perte considérable de la valeur du yuan. Une guerre des monnaies internationales n'est pas exclue, notamment si la Banque populaire de Chine n'intervenait plus et si, devant l'importance du choc, d'autres monnaies dévalueraient pour conserver la compétitivité de leurs exportations et réduire le potentiel d'importations. En fait, le gouvernement doit à la fois soutenir les efforts de relance de l'économie, sans pour autant négliger les contestations sociales croissantes. Le choix implique un fort pari sur l'avenir et la question de l'ouverture de ses marchés de capitaux n'est pas sans un grand risque systémique. Dans ces conditions, les agents financiers réagissent excessivement, face à la réduction de la croissance, à l'érosion marquée du yuan et de la stratégie évolutive du gouvernement. Le yuan, partiellement convertible, perd sa crédibilité comme monnaie internationale.

Les responsables politiques des pays développés ne cherchent pas à éradiquer la pauvreté dans le monde. Ils donnent concrètement une priorité aux intérêts immédiats de leurs citoyens, ils modifient les règles du jeu du commerce et des finances internationales à leur profit et ils influencent les politiques nationales des PMA en apportant leur soutien aux dirigeants qui ne s'opposent pas à leurs intérêts. Les écarts de revenus et de patrimoines entre les riches et les pauvres de la planète croissent⁶³ dangereusement, le système étant incapable de corriger les inégalités⁶⁴ excessives dans le cadre d'une économie de marché au comportement erratique. Aux Etats-Unis, la classe

⁶² Les réserves de change sont encore considérables, plus de 3.230 milliards de dollars.

⁶³ Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Co-édition Seuil. République des Idées, Paris.

⁶⁴ Picketty, T. (2013), Le capital au XXIe siècle, Editions Le Seuil, Paris.

moyenne consomme 95 % de ses revenus, contre 65 % pour les riches⁶⁵. La propension marginale à consommer des plus riches est de 2,2 %, pour 1000 dollars de revenus en plus, ils en consomment 22 dollars. Or, la taille du patrimoine des 10 % les plus riches représente 50.000 milliards de dollars, soit un impact sur la consommation considérable. Entre 2003 et 2013, 71 % de la hausse de la consommation leur est imputable. Selon le Boston Consulting Group, les millionnaires détiennent 47 % du patrimoine mondial et 62 % des richesses des Etats-Unis. Or, ces fortunes continuent de prospérer plus rapidement que la moyenne et devraient atteindre 52 % du patrimoine mondial en 2020, avec un rythme de 7% par an pour les fortunes supérieures à 100 millions de dollars⁶⁶.

Les riches ont une telle importance dans l'économie moderne, que les fluctuations de leurs biens bouleversent l'économie. Les patrimoines appartiennent à une couche très fine de la population. Dans les pays en développement, ils appartiennent souvent à quelques personnes qui se préoccupent d'abord de leur enrichissement personnel et qui placent ainsi les profits récoltés dans les banques à l'étranger. Il est fréquent que les droits des individus se heurtent aux besoins de la société. La grande richesse des latifundiaires empêchait le développement économique des régions dans lesquelles se trouvaient leurs propriétés, principalement parce que leur propension à investir était érodée, au regard des profits engagés par ailleurs et de la complexité d'une politique optimale d'un patrimoine dans une situation d'opulence. Les grandes richesses modernes semblent produire les mêmes effets.

L'expression de la pauvreté est souvent synthétisée par un chiffre, 1,25 ou 2 dollars par jour et par habitant pour survivre.⁶⁷ Or le développement humain n'est pas fondé sur les seules conditions matérielles, il concerne aussi le refus de l'exclusion sociale, des inégalités du savoir et des revenus, de l'hétérogénéité de l'espérance de vie en bonne santé et la qualité de la vie en général. Il s'agit d'encourager l'autonomie des personnes et de réduire leurs liens de dépendance.

De même, les inégalités économiques et sociales excessives portent en elles les germes essentiels de la pauvreté, laquelle ne peut être mesurée que sur un territoire déterminé. Un ménage américain est considéré comme « pauvre » si son revenu annuel par personne se situe en dessous de 15000 dollars, soit une somme bien supérieure à ce que perçoivent près de 2,6 milliards de personnes dans le monde. Sur la base de la définition donnée à la

⁶⁵ Bakker, B., Fellman, J. (2015), Les riches et la grande récession, in FMI, Finances et Développement, Juin.

⁶⁶ C'est en Suisse et au Liechtenstein qu'il y a la plus grande densité de millionnaires. En 2015, les fortunes des personnes disposant de 100 millions de dollars dans région Asie Pacifique ont connu une croissance de 21%

⁶⁷ Fontanel, J. The economic effects of military expenditure in Third World Countries, Journal of Peace Research, Vol. 27, n° 4, November 1990

grande pauvreté par la Banque mondiale plus de 1,2 milliards de personnes en 2014 sont concernées, mais le rapport annuel du PNUD publié en juillet 2014⁶⁸, ajoute 1,5 milliards de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement en situation de carences en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. « La lutte contre la pauvreté passe aussi, tout ou partie, par une réflexion à la fois intégrée (prenant en compte l'ensemble des besoins de chaque individu) et territoriale du développement (prenant en compte les spécificités économiques, sociales et culturelles de chaque société locale) »⁶⁹.

Si l'on se réfère aux objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la qualité de la vie a progressé partout dans le monde. La mortalité infantile et la pauvreté absolue ont fortement reculé et le nombre de personnes vivant avec 1,25 dollars par jour a été divisé par deux⁷⁰. Il y a avait cinq indicateurs de base :

- Réduire de moitié la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. Aujourd'hui, proportion des habitants des pays en développement vivant avec moins de 1,25 dollars a diminué de moitié de 34 % à 17 %, surtout grâce à la Chine (de 451 millions à 84 millions de personnes concernées).
- Assurer l'éducation primaire aux garçons comme aux filles. Le taux de scolarisation est passée de 58 % à 77 % (74 % pour les filles) et l'extrême pauvreté est passée de 58 à 47 % dans les pays en développement subsahariens.
- Réduire aux trois quarts la mortalité maternelle et des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans (elle a baissé de 8,4 à 5 % et de 15,6 à 9,2 % en Afrique subsaharienne.);
- Enrayer la propagation du VIH/sida et la paludisme ;
- Rechercher un développement durable et instaurer un partenariat mondial pour le développement. Le monde en développement est un acteur essentiel de la durabilité. Il produit les deux tiers des émissions annuelles de gaz carbonique et il dispose de l'immense majorité de la biodiversité mondiale.

Les objectifs pour le développement durable insistent sur la lutte contre la pauvreté, les maladies, l'analphabétisation, l'inégalité de sexes, les pollutions l'insécurité et les gouvernances non démocratiques. L'endettement des pays en voie de développement a diminué de 5,9 % du PIB en 2000 à 3,1 % en 2013, avec une inflation mieux maîtrisée. Il faut enfin lutter contre les pandémies dès leur apparition.

Si l'on en croit Larry Summer⁷¹, l'un des tenants du système libéral,

⁶⁸ PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

⁶⁹ Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris

⁷⁰ Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.

⁷¹ Larry Summers (2015), Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies, Blog Larry Summers – November 20, 2015 – 35 pages. <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

même pour les Etats-Unis, le monde n'a pas vraisemblablement abandonné le taux de croissance proche de zéro sur une période longue. Il y a même deux chances sur trois que les USA expérimentent des taux de croissance nuls, voire négatifs dans les 5 années à venir. Pourtant, les Etats-Unis semblent disposer d'une économie en expansion, avec un taux de chômage de 5 % (longtemps jugé comme le taux d'expression réel du plein emploi) et la capacité industrielle tourne correctement. Le déficit public va croître durant les dix prochaines années, ce qui est inquiétant au regard d'une dette publique qui va bientôt atteindre 20.000 milliards de dollars⁷², au regard des déficits publics qui s'accumulent et sont en mesure de produire une crise fiscale majeure. Il faudrait faire l'inverse de ce qui est recommandé par Lawrence Summers, l'ancien conseiller d'Obama, qui souhaitait une petite (et non pas une grande) relance en 2009, sans restructurer Wall Street. La fameuse « stagnation séculaire » dont il fait état met en évidence la vulnérabilité des bulles financières et l'endettement des consommateurs pour maintenir la demande globale. Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas suffisamment soutenue pour créer des emplois au niveau élevé souhaité. De même, la recherche d'une meilleure éducation⁷³ (dans une économie à la recherche de nouvelles compétences) et l'amélioration des technologies⁷⁴ souvent recommandées ne sont pas des panacées⁷⁵. Les problèmes éducationnels et technologiques ne concernent qu'une frange très étroite du marché du travail, et ils peuvent être compensés en quelques mois. En outre, quelle éducation ? Des mathématiques pour créer des algorithmes susceptibles de faire la fortune de Wall Street en créant des risques insensés à l'ensemble du système financier mondial ? Des physiciens pour construire de nouvelles armes ? De nombreuses personnes compétentes ne trouvent pas d'emplois décents ou au niveau auquel elles pourraient briguer.

L'aggravation tendancielle des inégalités de patrimoine et de revenus constitue un frein à la croissance économique, elle a, en outre, des conséquences importantes sur l'action publique. Les « retombées » de la croissance ne sont pas égales pour toutes les catégories sociales, certaines même peuvent en obtenir de forts avantages quand d'autres n'échappent plus à la pauvreté. Les nantis disposent de nombreux moyens pour justifier leurs revenus et leurs patrimoines, notamment une théorie économique dorénavant bien accommodante avec la richesse des uns et moins tolérantes pour la pauvreté des autres (souvent identifiée à une incompétence ou à un refus du

⁷² CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026 CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf

⁷³ Autor, D. (2014), Skills, éducation, and the rise of earnings inequality among the « other 99 percent », Science, 23 May, Vol.344, Issue 6186, pp.843-851.

⁷⁴ Goldin, C., Katz, L.F. (2010), The Race between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, MA.

⁷⁵ Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

travail), des médias contrôlés par des tycoons souvent en bande organisée, une structure politique élue grâce à leur soutien et l'utilisation des avantages conférés par une globalisation bienvenue pour choisir les meilleures pistes d'atterrissage pour conforter cette armée puissante qu'est la richesse pour maintenir ses privilèges et pouvoirs. La griserie de l'optimisation et de l'exode fiscal vers les « paradis fiscaux » témoignent de cette ivresse pour la cupidité ultime⁷⁶. Quand un Ministre des Finances, futur Président de la République, souhaite que l'enrichissement soit l'objectif des jeunes nationaux, il néglige le fait pourtant bien avéré que les inégalités « excessives » et les injustices ressenties constituent des freins à la croissance économique. Les pouvoirs publics doivent soutenir les catégories défavorisées. Le renforcement des services publics (sécurité, justice, éducation, santé, formation, dépenses sociales, infrastructures...) permet de réduire les effets centrifuges de la solidarité nationales et universelle.

Aujourd'hui, la croissance indéfinie de la capacité à innover s'adresse principalement à la population riche ou aisée, elle s'applique de manière très accessoire aux grands problèmes humanitaires qui subsistent avec violence dans ce monde dit « en crise » qui n'a jamais été aussi opulent. La croyance dans la capacité indéfinie des technologies à résoudre les problèmes sociaux constitue un obstacle à la réalisation des nécessaires solidarités. Les théories sur les notions de guerre économique sont évidemment aussi éloignées d'une conception « humaniste » de l'économie. L'éthique ne peut pas être réduite à celle du marché, lequel néglige la vie des hommes dans toutes leurs dimensions⁷⁷. De même, les pays développés s'estiment insuffisamment développés pour offrir une aide humanitaire globale aux pays les moins avancés. Ils se limitent à les inciter seulement à respecter les règles qui prévalent dans les grandes démocraties occidentales. Enfin, les inégalités des revenus et des patrimoines commencent à briser l'esprit communautaire et citoyen à l'intérieur de chaque pays, mais aussi au plan international. Une croissance soutenue n'est pas nécessairement synonyme de progrès social. Si elle est forte et équilibrée, son intérêt est affirmé si elle est socialement équitable et bénéficière à l'ensemble de la population⁷⁸. La violence peut s'abattre sur un monde qui accepte un fonctionnement de continuel rapports de force et se préoccupe trop peu de l'épanouissement des hommes, de tous les hommes⁷⁹.

⁷⁶ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris

⁷⁷ Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.

⁷⁸ Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), *Pour une croissance de qualité*, in FMI, *Finances et Développement*, Juin.

⁷⁹ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), *For a general concept of economic and human security*, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence: an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), *Economists' controversies about the causality between war and economic cycles*, *Frontiers of peace economics and peace science*,

Bibliographie

- AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restoring the American Dream. Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2015/12/aei-brookings-poverty-report/full-report.pdf>
- Albert, E., Lauer, S. (2016), Les actionnaires enragent, les patrons engrangent, La Monde, 18 mai,
- Autor, D. (2014), Skills, éducation, and the rise of earnings inequality among the « other 99 percent », Science, 23 May, Vol.344, Issue 6186, pp.843-851
- Bakker, B., Fellman, J. (2015), Les riches et la grande récession, in FMI, Finances et Développement, Juin.
- Barre, R., Fontanel, J (1991), Principes de politique économique, Coll. Eco+, PUG, Grenoble.
- Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago – Fed Letter no 349 – December, CFL No. 349 in EPUB Format.
- Barry, L., Bosworth, P. (2015), Limited Gains in Living Standards Caused by a Supply-Side Recession, Brookings - Opinion – December. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2015/12/18-supply-side-recession-limited-living-standard-gains-bosworth>
- Bensahel, L., & Fontanel, J. (2006). L'économie souterraine: L'exemple de la Russie. Editions L'Harmattan.
- Bensahel-Perrin, L., Coulomb, F., Fontanel, J. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.
- Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Coédition Seuil et République des Idées, Paris.
- Brookings Institution (2015), Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. http://www.aei.org/wpcontent/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_s_train_120315_FINAL.pdf
- Brück, T. (2004a). Economie de la sécurité : Arbitrages économiques. In OECD, L'économie de la sécurité. Paris: OECD, 115.
- Brück,T. (2004b). The economic consequences of terror: Guest editor's, introduction. European Journal of Political Economy.
- Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies. WW Norton & Company.
- Buzan, B., Waever, O., & de Wilde, J. (1998). Security: A new framework for analysis. London, Rienne Liener.
- CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf
- Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.
- Chatterji,M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.

Clements, J., Wither, M. (2015), The Minimum Wage and the Great Recession: Evidence of Effects on the Employment and Income Trajectories of Low-Skilled Workers, Cato Institute – Research Brief – March 18, 2015 – 3 pages. <http://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/research-brief-22.pdf>

Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>., Discours sur l'Etat de la Nation.

Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris, 171 p

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale in «La question politique en économie internationale», Collection « Recherches), La Découverte, Paris, 2006.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy (with F. Coulomb and Bensahel, L.), in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, Frontiers of peace economics and peace science, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. Contributions to Conflict Management, peace economics and développement, Vol. 16, Emerald, Bingley.

Coyle, D. (2014) Is GDP still useful?, Better Life Index, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

Dadush, U. (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article – November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

De Nardi Mariacristina, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages

DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

DeSilver, D. (2015), America's Middle Class Is Shrinking. So Who's Leaving It? Pew Research Center - Fact Tank - December 14, 2015. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/12/14/americas-middle-class-is-shrinking-so-whos-leaving-it>

Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales.

Fisher, D. (1993). Nonmilitary aspects of security. A systems approach. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR.

FMI (2015), Hélène Rey, Agent provocateur 2015, Finances et Développement, Juin.

FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, Finances et Développement, Juin.

Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in Third World Countries, Journal of Peace Research, Vol. 27, n° 4, November.

Fontanel, J. (1995), The economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam.

Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

- Fontanel, J. (1995). Les dépenses militaires et le désarmement. Paris: Publisud.
- Fontanel, J., & Touatam, A. (2004). Cancun et l'Afrique, la guerre du coton. Géoéconomie africaine, Paris.
- Fontanel, J. (2002), La légende du déclin des puissances in « Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie ». (Edition Jacques Fontanel, Avant-propos de K.Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre 2002.
- Fontanel, J., & Bensahel, L. (2002). Les stratégies de la guerre économique. In Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Collection Côté Cours, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, pp. 29-50.
- Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2007), L'intérêt de l'intégration économique, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.
- Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, Collection « les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris, 2007.
- Fontanel, J., Bensahel, L., Coissard, S., & Echinard, Y. (2008, October). French utopian economists of the nineteenth century. Defence and Peace Economics, 19(5).
- Fontanel, J., & Chatterji, M. (2008). War, peace and security, Preface Walter Isard, Contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald.
- Fontanel, J., & Coulomb, F. (2008, October). The genesis of economic thought concerning war and peace. Defence and Peace Economics, 19(5).
- Fontanel, J., Coulomb, F., & Samson, I. (2001). Military conversion and transition in Russia. Pax Economica, n°6.
- Fontanel, J., Hébert, J.-P., Samson, I. (2008, October). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. Defence and Peace Economics, 9(5).
- Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K.
- Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, Frontiers of peace economics and peace science, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. Contributions to Conflict Management, peace economics and développement, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K.
- Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ?, Politique étrangère, janvier 2014.
- Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>.
- Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, Etats filous, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Le PIB, sa signification et ses limites, in, J-F. Guilhaudis, Relations internationales contemporaines, LexisNevis, Paris (à paraître).
- Fontanel, J, Guilhaudis, J-F. (2017), Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur, n°6, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

- Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>
- Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inégalité, Finances et Développement, FMI, Mars.
- Gerschenkron, A. (1962), Economic Backwardness », in Historical Perspective, A book of Essays, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Girard, R. Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré, Ed. Grasset, [http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?\\$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9](http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9)
- Global Peace Index, Vision of Humanity. (2009). Global peace index rankings. http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=16&lang=en
- Galbraith, J.K (1968) Le nouvel Etat industriel, Gallimard, Paris.
- Goldin, C., Katz, L.F. (2009) , The Race between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Gordon, R. (2016) , The Rise and Fall of American Growth : The American Standard of Living Since the Civil War, Princeton University Press, Princeton, N.J.
- Joint Economic Committee (2015), Millennials' Slow Start Down the Road of Life, https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html
- Kauffmann, M. (2006). Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC. L'Harmattan, Paris: Collection La Librairie des Humanites. Paris.
- Kirkegaard, J.K. (2015), The True Levels of Government and Social Expenditures in Advanced Economies, Peterson Institute - Policy Brief, March 2015 - 19 pages, <http://www.piie.com/publications/pb/pb15-4.pdf>
- Kolesnikov, I. (2015), GDP Statistics from the World Bank, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>
- Kurzweil, R. (2005), The singularity is Near, Viking Press.
- Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity, The American Prospect – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>
- Kuttner, R. (2016), The New Inequality Debate, The American Prospect magazine - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>
- Lauer, S. (2016), une classe moyenne sans moyens, Le Monde, 27 Avril.
- Libération (2015), Le salaire minimum à 15 dollars l'heure fait rage, http://www.liberation.fr/futurs/2015/07/06/le-salaire-minimum-a-15-dollars-fait-rage_1344546
- MarketWatch (2015), Class of 2015 has the most student debt in U.S. History, <http://www.marketwatch.com/story/class-of-2015-has-the-most-student-debt-in-us-history-2015-05-08>, May 9, 2015.
- Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris.
- Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ? AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, 2015
- Milanovic, B. (2016), Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011), The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.
- Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), Pour une croissance de qualité, in FMI, Finances et Développement, Juin.

Natural Resources Defence Council. (2006). Global Nuclear Stockpiles, 1945_2006. Bulletin of the Atomic Scientists.

Neumark, D. (2015), Reducing Poverty via Minimum Wages, Alternatives, FRB San Francisco - Economic Letter - December 28, <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-38.pdf>.

Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

Nelson, R.M. (2015), Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress, Congressional Research Service, September 7. Washington.

Observatoire des Inégalités (2014), les inégalités s'accroissent en Russie, 21 Juillet. http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993

OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

OCDE (2001), Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social. Paris. 2001.

OCDE. (2003). Les risques émergents au XXIe siècle. Paris: OECD.

OCDE. (2004). L'économie de la sécurité. Paris: OECD. OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre.

OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris.

OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>

OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016 ; Definitions.

<http://www.oecd.org/statistics/OECD-Better-Life-Index-2016-definitions.pdf>

OMS (2016), L'espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent, OMS, 19 Mai. <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/health-inequalities-persist/fr/>

Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis, World Bank Policy Research Working, Paper 6703. Washington.

Osberg, L., Sharpe, A. (2002), Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE, Séminaire de la DRES, 15 Octobre.

Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale. <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

Perroux, F. (1952). Note sur les coûts de l'homme. Economie appliquée.

PewResearchCenter (2014), Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>

Pew Research Center (2015), The American Middle Class Is Losing Ground, December 9, http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09_middle-class_FINAL-report.pdf

Pew Charitable Trusts (2016), Family Financial Security The Pew Charitable Trusts Research & Analysis, Issue Briefs, January. <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/collections/2015/10/the-role-of-emergency-savings-in-family-financial-security>

Pew Charitable Trusts (2016), Household Expenditures and Income, The Pew Charitable Trusts Research & Analysis - Issue Brief - March 30, <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/issue-briefs/2016/03/household-expenditures-and-income>

Piketty, T. (2013), Le capital au 21^e siècle, Editions du Seuil, Septembre.

PNUD. (1999). Rapport mondial sur le développement humain. Paris, Bruxelles: De Boeck & Larcier s.a., p. 7_8.

PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

Precht, R.D. (2010), Qui suis-je ? Et si je suis combien ? Berfond, Paris

Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

Rawls, J. (1997), A Theory of Justice, Harvard University Press, Harvard.

Richard, T. (2009). Démocratie, économie de marché et paix. In J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Rodrik, D. (1997), Has Globalization Gone too far ? Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre.

Sachs, J.D., Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

Sen, A. (1981), Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation, Oxford University Press.

Sen, A. (2002), Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ? in J. Fontanel (direction), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sen, A. (1985) Commodities and Capabilities, Amsterdam : Elsevier

Sen, A. (1992) Inequality re-examined, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

Senate Judiciary Committee (2015), Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm—Hearing - December 2, 2015 <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact-of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm>

Sharpe A., Méda, D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", Travail et Emploi, n° 93, Janvier 2003.

Sheehan, N. (2003). Le maintien de la paix pour le développement. In J. Fontanel (Ed.), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble.

Sheehan, N. (2010). Gendarme mondial de la paix. Vers un nouveau rôle pour l'OTAN. In J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Silem, A. Bensahel, L., Fontanel, J., Pecqueur, B. (2014), L'économie territoriale en questions, Liber Amicorum, Hommage en l'honneur du Président et Professeur Claude Courlet, La Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris, 2014.

SIPRI yearbook. (2009). Armaments, disarmament, and international security. Oxford, Stockholm: Oxford University Press.

Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), War, peace and security,

contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald.

Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

Stroobants, J-P. (2016), *Travailleurs détachés : une réforme qui divise l'UE*, *Le Monde*, 18 Mai, p.3.

Summers, L. (2015), *Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies*, Blog Larry Summers – November 20, <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) *La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris.

UNEP (2009). *Evaluation environnementale de la bande Gaza après l'escalade des hostilités en Décembre 2008-Janvier 2009*, Rapport PNUE, Septembre 2009.

United Nations Development Programme. (1994). *Human Development, Report*. New York, NY: UNO.

U.S. Senate (2015), *Hearing on protecting Trade Secrets : The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm*, United States Committee on the Judiciary, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

Walkenhorst, P., & Dihel, N. (2004). *Trade impacts of increased border security concerns.*, *International Trade Journal*.

Walker, P.J. (2016), *David Card, pourfendeur d'idées reçues*, *Finances & Développement*, Mars, FMI, Washington.